



Rapport annuel 2009



Tipiak, tout est dans la recette

RAPPORT ANNUEL 2009

SOMMAIRE

	Page
Attestation du Président Directeur Général.....	3
Contrôleurs légaux des comptes	5
Rapport de gestion 2009	
- Rapport d'activité et perspectives.....	5
- Les facteurs de risques.....	11
- Dimension sociale de l'activité.....	15
- Impact environnemental de l'activité.....	19
- Rapport de gestion de la société TIPIAK SA.....	22
- Informations sur le capital social et activité boursière.....	23
- Résultats de la société TIPIAK SA au cours des cinq derniers exercices.....	27
- Le gouvernement d'entreprise	28
- Le contrôle interne : rapport du Président.....	34
- Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président.....	38
- Le contrôle externe	40
Comptes consolidés 2009.....	42
Annexe aux comptes consolidés 2009	47
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....	73
Comptes sociaux 2009	75
Annexe aux comptes sociaux 2009.....	81
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.....	93

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Le Président Directeur Général,

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion ci-dessous présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Monsieur Hubert GROUÈS



Le 19 mars 2010

RAPPORT DE GESTION

CONTROLEURS LÉGAUX DES COMPTES **Commissaires aux comptes titulaires**

- Société KPMG Audit, département de KPMG SA, 7, bd Albert Einstein à NANTES (44300), représentée par Monsieur Vincent BROYÉ.
- Société ARC (Atlantique Révision Conseil), 52, rue Jacques - Yves Cousteau à LA ROCHE SUR YON (85000), représentée par Monsieur Jacques DELPECH.
- Société ERNST & YOUNG ATLANTIQUE, 3, rue Emile Masson à NANTES (44000), représentée par Monsieur François MACÉ.
- Société PRAXOR Audit, 156, boulevard Haussmann à PARIS (75008), représentée par Monsieur Henri GRILLET.

RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR L'ANNÉE 2009

Les faits marquants de l'exercice :

Dans un environnement de crise économique et financière, de consommation perturbée par la volatilité des prix alimentaires, de relations avec la Distribution déstabilisées par l'évolution de la législation, l'entreprise a poursuivi sa stratégie de renforcement de ses parts de marchés et de consolidation de ses résultats économiques et financiers tout en accentuant son désendettement :

- Baisse des ventes en valeur, plus ou moins marquée selon les secteurs et les circuits de distribution,
- Poursuite de l'innovation à marque Tipiak et accroissement des investissements publicitaires,
- Renforcement des partenariats avec les distributeurs spécialisés du secteur « froid »,
- Poursuite de l'amélioration des performances économiques liées à l'exploitation,
- Maîtrise de l'endettement : progression de la capacité d'autofinancement, réalisation du programme d'investissements industriels, réduction de l'endettement moyen annuel par la diminution du besoin en fonds de roulement, baisse des frais financiers,

Le chiffre d'affaires : Evolution des ventes contrastées selon les secteurs et les circuits

Sur l'ensemble de l'année 2009, le chiffre d'affaires net consolidé s'établit à 154,6 M€, en baisse de 5 %. La baisse est également répartie entre les deux secteurs et touche les quatre pôles d'activité. Globalement, les deux circuits dominants (70 % du chiffre d'affaires total), la marque Tipiak en GSM et les distributeurs spécialisés en surgelés, sont proches de la stabilité. L'érosion est marquée dans les circuits les plus touchés par la crise et la concurrence sur les prix : l'International, la GSM Marque Distributeur et les IAA.

Chiffre d'affaires net annuel par secteur et par pôle d'activité :

Libellé (en millions d'€)	2009	2008	2007	Variation 2009/2008
Epicerie	44,1	47,0	41,2	- 6,0 %
Panification	11,4	11,9	11,1	- 4,3 %
Total secteur « sec »	55,5	58,9	52,3	- 5,7 %
Plats Cuisinés Surgelés	48,9	50,6	50,1	- 3,5 %
Traiteur - Pâtissier	50,2	53,3	52,4	- 5,8 %
Total secteur « froid »	99,1	103,9	102,5	- 4,7 %
Total consolidé	154,6	162,8	154,8	- 5,0 %

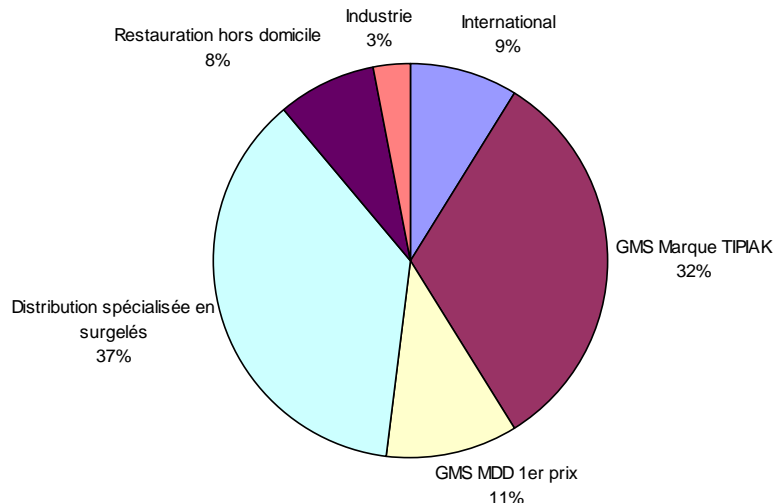
Saisonnalité des ventes par secteur :

Libellé (en millions d'€)	2009	En % du total des ventes	2008	En % du total des ventes	2007	En % du total des ventes	Variation 2009/2008
<u>Secteur « sec »</u>							
1 ^{er} trimestre	12,9		12,7		11,9		+ 1,5 %
2 ^{ème} trimestre	14,0		15,2		12,6		- 8,1 %
<i>Sous total 1^{er} semestre</i>	26,8	17,3 %	27,9	17,1 %	24,5	15,8 %	- 4,1 %
3 ^{ème} trimestre	13,6		14,3		13,2		- 4,8 %
4 ^{ème} trimestre	15,1		16,7		14,6		- 9,7 %
<i>Sous total 2^{ème} semestre</i>	28,7	18,6 %	31,0	19,1 %	27,8	18,0 %	- 7,5 %
Total secteur « sec »	55,5	35,9 %	58,9	36,2 %	52,3	33,8 %	- 5,7 %
<u>Secteur « froid »</u>							
1 ^{er} trimestre	17,1		20,1		19,4		- 15,1 %
2 ^{ème} trimestre	17,8		20,0		19,2		- 10,8 %
<i>Sous total 1^{er} semestre</i>	34,9	22,6 %	40,1	24,6 %	38,6	24,9 %	- 13,0 %
3 ^{ème} trimestre	18,2		17,8		18,2		+ 2,0 %
4 ^{ème} trimestre	46,0		46,0		45,6		- 0,1 %
<i>Sous total 2^{ème} semestre</i>	64,2	41,5 %	63,8	39,2 %	63,9	41,3 %	+ 0,6 %
Total secteur « froid »	99,1	64,1 %	103,9	63,8 %	102,5	66,2 %	- 4,6 %
Total consolidé	154,6	100 %	162,8	100 %	154,8	100 %	- 5,0 %

Les quatre pôles connaissent une baisse des ventes en valeur :

- Epicerie : 44,1 M€ ; après une croissance de 13,9 % en 2008, les ventes de 2009 affichent un retrait en valeur de 6 %. Tous les circuits, à l'exception de la Restauration Hors Domicile, sont en baisse en valeur. Cette baisse est en partie liée au réajustement des tarifs réalisé après la baisse des cours de certaines matières.
- Panification : 11,4 M€ ; l'évolution (- 4,3 %) de l'activité du pôle est contrastée selon les circuits de distribution : l'Export et la Restauration Hors Domicile sont en croissance, à l'opposé, la GMS et l'Industrie sont en baisse.
- Plats cuisinés surgelés : 48,9 M€ en baisse de 3,5 % ; l'évolution des ventes est contrastée entre, d'une part les deux circuits dominants (3/4 des ventes du pôle), GMS marque Tipiak et les magasins spécialisés en surgelés en nette croissance et, d'autre part les autres circuits, GMS MDD et Livraison à Domicile, en baisse.
- Traiteur-Pâtissier : 50,2 M€ ; après des croissances soutenues au cours des années précédentes, le pôle connaît en 2009 une baisse de ses ventes de 5,8 %. Deux circuits sont en progression : la GMS en surgelés et l'Export Amérique du Nord. Les autres circuits connaissent des baisses homogènes de leurs ventes.

Répartition par circuit de distribution :



Poursuite du développement à marque Tipiak :

Les ventes à marque Tipiak dans l'ensemble des circuits nationaux et internationaux contribuent à hauteur de 40 % du chiffre d'affaires total du groupe. Dans un environnement concurrentiel spécifique à chaque marché, elles ont globalement bien résisté.

La position renforcée en GMS France est le résultat de la constance de la stratégie de la marque depuis sa création, en 1991, et des actions dynamiques menées régulièrement : optimisation des produits leaders, poursuite de la diversification sur chaque marché, diffusion de campagnes télévisées (six en 2009 contre cinq les années précédentes). La marque confirme ses scores élevés de notoriété et de capital confiance et consolide ses parts de marché dominantes sur chaque segment stratégique.

L'entreprise a poursuivi sa politique d'innovation et d'animation de ses produits leaders sur ses marchés stratégiques :

Secteur « sec » :

Globalement les ventes de la marque du secteur régressent en valeur notamment suite à un réajustement des tarifs après la dégrue des prix des céréales. Dans le pôle Epicerie, elles restent stables en volume. Comme en 2008, trois vagues publicitaires sur les produits stars du secteur ont soutenu l'activité : Céréales gourmandes, Méli Mélo Gourmand et Croûtons de pain. La marque Tipiak a ainsi renforcé ses positions de leader sur le marché des plats céréaliers, des aides culinaires et des croûtons.

Secteur « froid » :

Pour la 2^{ème} année consécutive, la marque Tipiak en GMS surgelés réalise une croissance forte (+ 7 %) dans un marché globalement en baisse. Elle a été soutenue par trois campagnes publicitaires (deux les années précédentes) sur les galettes, les Saint-Jacques et les sauces. La marque Tipiak est ainsi, la première marque nationale pour le taux de croissance sur le marché du surgelé des entrées et des plats cuisinés. La politique de diversification des gammes leaders a été poursuivie, notamment dans les petits plats individuels (brandade de morue, Saint-Jacques gratinées) et l'extension de l'offre exclusive d'apéritifs qualitatifs (petits fours chocolat, mini coquilles Saint-Jacques).

Renforcement des partenariats avec les distributeurs spécialisés du secteur « froid » et les industriels de l'alimentaire.

Les deux secteurs ont poursuivi leurs politiques de fabrication à marque des leaders des circuits de distribution marquées par un taux de service élevé, une innovation soutenue, une optimisation de la qualité des produits, une forte réactivité et des coûts compétitifs.

En revanche, ils se sont retirés de marchés de volume, en France et à l'international, faiblement valorisés, notamment en graine de couscous nature et en plats cuisinés surgelés. La priorité donnée à la recherche de marchés valorisés a contribué au maintien de la rentabilité globale.

Consolidation des résultats économiques et financiers :

Dans un environnement de crise généralisée, les actions correctives d'optimisation des organisations, d'ajustement et de maîtrise des coûts, menées tout au long de l'année 2009, ont permis de compenser le manque à gagner lié à la baisse des ventes. Après des charges financières divisées par deux, le résultat net consolidé 2009 ressort à 4,7 M€, identique à celui de 2008.

La marge brute :

La marge brute globale de l'exercice s'établit à 95,7 M€ en baisse de 2,2 %. Le taux de marge brute 2009 (marge brute / Chiffre d'affaires net) ressort à 61,9 %, en augmentation de 1,8 point par rapport à 2008, du fait de la baisse du coût de certaines matières premières et des gains de consommation matières.

L'excédent brut d'exploitation :

L'excédent brut d'exploitation consolidé s'établit à 15,4 M€, en baisse de 8,4 %. La marge économique en baisse de 0,4 point par rapport à 2008, ressort à 9,9 %.

Grâce à la diminution des coûts variables (consommations d'eau, énergie, transports et logistique) liée à la baisse de l'activité et la maîtrise des coûts fixes, les autres charges externes reculent à 27,8 M€ contre 29,1 M€ en 2008.

Les principales augmentations du poste « impôts et taxes » portent sur les taxes professionnelles, les taxes foncières et les taxes Eco-emballages. Elles sont liées à la fin d'allègements obtenus antérieurement ainsi qu'à la révision des bases de calcul de ces taxes du fait des investissements réalisés et de la progression des valeurs ajoutées. Globalement, le poste augmente de 7,7 % par rapport à 2008.

Les charges de personnel s'établissent à 48,6 M€ pratiquement stables par rapport à 2008 (+ 0,5 %). La participation et l'intéressement qui seront versés au personnel en 2010, ressortent à 1 M€ (0,9 M€ en 2008).

Le résultat opérationnel :

Après les dotations aux amortissements et provisions, le résultat opérationnel courant de l'exercice ressort à 8,8 M€ (10,5 M€ en 2008) et la marge opérationnelle à 5,7 % (6,4 % en 2008).

Le coût financier :

Sur le plan financier, l'année 2009 est marquée par la forte baisse des taux d'intérêt et la forte réduction de l'endettement moyen du groupe. La charge des intérêts de la dette de l'entreprise, correspondant aux charges d'intérêts calculées sur l'endettement net global, hors effets de change et d'escomptes financiers accordés aux clients et valorisation des instruments financiers de couverture, ressort à 1,1 M€ contre 1,9 M€ en 2008. Le coût des financements court et moyen terme ressort ainsi à 3,27 % (4,71 % en 2008), pour un endettement global moyen annuel de 34,5 M€ (42,5 M€ en 2008).

Au 31 décembre 2009, il a été constaté une charge comptable de 0,2 M€ consécutive à la dépréciation des instruments de couverture de taux.

Le résultat net part du groupe :

Après une charge d'impôts de 2,8 M€, le résultat net consolidé revenant au Groupe ressort à 4,7 M€ pratiquement stable par rapport à celui de 2008. La marge nette ressort à 3 % comparable à celle de l'exercice 2008.

La capacité d'autofinancement :

Elle s'élève à 12,1 M€, en progression de 5,5 % par rapport à celle de 2008.

Les capitaux propres :

Ils se montent, avant répartition des résultats, à 37,4 M€, contre 34,8 M€ en 2008. Les dividendes versés en 2009, au titre de 2008, se sont élevés à 2 388 K€. La rentabilité des fonds propres (résultat net / capitaux propres avant résultat) ressort à 14,3 %.

L'endettement financier :

Au 31 décembre 2009, l'endettement financier net du groupe s'établit à 37,2 M€ contre 38,1 M€. Le ratio endettement net sur fonds propres ressort à 1. La situation financière du 31 décembre n'est pas représentative de l'évolution de l'endettement de l'entreprise au cours de l'exercice 2009 : l'endettement global moyen annuel 2009, tous financements confondus, ressort à 34,5 M€ contre 42,5 M€ en 2008. La forte réduction de cet endettement (8 M€) vient essentiellement de la diminution du besoin en fonds de roulement d'exploitation.

Au cours de l'année 2009, le Groupe a mis en place une nouvelle ligne de crédit moyen terme d'un montant de 3 M€. Par ailleurs, afin d'optimiser le coût de son financement, le groupe a eu recours au découvert bancaire au détriment de l'affacturage.

Certaines dettes bancaires sont assorties de « covenants » permettant à nos partenaires bancaires de renégocier leurs engagements. Au 31 décembre 2009, l'entreprise respecte les covenants fixés.

Les investissements :

Le groupe a investi 6 M€ contre 7,2 M€ en 2008. Les principaux investissements de la période correspondent essentiellement à des projets d'investissements visant l'amélioration de la productivité, la sécurité et la qualité, et à des extensions de capacités industrielles. Les investissements les plus significatifs portent sur les aménagements des lignes de production des sites de Saint-Aignan de Grand-Lieu, Saint-Herblain et Pont-l'Evêque, sur le renouvellement des fluides frigorigènes de Marans et Fouesnant, et sur l'informatisation de la traçabilité du site de Malville.

2 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

A la date de rédaction du présent rapport, il n'existe, à la connaissance de l'entreprise, aucun événement postérieur à la clôture des comptes, aucun fait exceptionnel, ni aucun litige susceptible de modifier ou d'affecter de manière significative l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe. Les litiges connus à la date du présent arrêté des comptes ont fait l'objet de provisions.

Un contentieux fiscal est en cours contre le Ministre de l'Economie et des finances, portant sur un redressement fiscal de 1994 (cf ci-dessous « risques juridiques et fiscaux »).

3 – ÉVOLUTIONS PRÉVISIBLES ET ORIENTATIONS STRATÉGIQUES (plan 2010-2012)

Dans un contexte toujours incertain, le Groupe envisage pour les trois prochaines années, un retour progressif à un rythme de croissance solide et dynamique. Le développement du groupe s'articule autour des principaux axes suivants :

- Retrouver une croissance diversifiée des deux secteurs sur tous les circuits :
 - par des actions publicitaires renouvelées et diversifiées,
 - en poursuivant la politique d'innovation et de supériorité gustative des produits,
 - en renforçant les partenariats avec les enseignes qualitatives,
 - par la recherche de nouveaux marchés valorisés dans les circuits Industrie et RHD,
 - par une politique ciblée à l'International.

- Reprendre une progression régulière des résultats économiques et financiers par la croissance des ventes, le renforcement de la compétitivité des coûts, par une politique de produits valorisés innovants et par la maîtrise permanente de la sécurité et de la qualité des produits.

- Adapter les ressources humaines et les organisations par le renforcement des synergies transversales internes et celui du management sur les sites industriels, par la poursuite des plans intensifs de formation et d'accompagnement, par le renforcement de la gestion par projet et par processus et par le maintien d'un climat social constructif.

- Poursuivre le programme d'investissements industriels (27 M€ sur les trois ans), pour répondre à la montée des exigences liées à la sécurité et à la qualité, renforcer les systèmes d'information et de pilotage, renouveler ou aménager les lignes de fabrication actuelles en vue d'améliorer les performances industrielles et d'installer de nouveaux process.

Ces perspectives tiennent compte de notre analyse de risques de marché qui a été intégrée dans notre processus d'élaboration du budget et du plan à trois ans. Les principaux risques et incertitudes portent sur le ralentissement de la consommation en France, l'attente croissante des consommateurs pour une alimentation saine et protectrice de leur santé, l'évolution de la cartographie de la distribution, l'instabilité des coûts des matières premières et de l'énergie, et sur l'environnement législatif et réglementaire notamment quant aux nouvelles exigences liées à l'environnement.

4 – LES FACTEURS DE RISQUES

Tipiak développe une politique de gestion des risques visant à la protection de ses salariés, des consommateurs, de l'environnement et à la défense du patrimoine de ses actionnaires. Élément clé du processus de management des risques, le groupe a établi une cartographie des risques qui fait l'objet d'une réactualisation annuelle.

Les plans d'action associés sont analysés au cours d'un comité de pilotage « sécurité » réunissant les équipes des Directions opérationnelles. Après validation, ils sont intégrés dans les objectifs des plans triennaux des pôles d'activité.

Après une revue des risques susceptibles d'affecter son exploitation, le groupe considère qu'il n'y a pas d'autre risque significatif hormis ceux exposés ci-après.

Risques particuliers liés à l'activité :

Sensibilité aux risques politiques : Les activités industrielles du groupe sont implantées exclusivement en France. Deux filiales implantées, l'une aux USA et l'autre en Espagne, ont des activités de commercialisation.

Sensibilité à la conjoncture : les activités du groupe se situent sur le secteur de l'agroalimentaire dont les taux de croissance varient peu. Dans les périodes de ralentissement économique, les comportements des clients et des consommateurs peuvent être dictés par des considérations spécifiques qui sont susceptibles d'affecter l'évolution du chiffre d'affaires.

Concurrence : la stratégie du groupe est de se positionner sur des micro marchés sur lesquels il ambitionne de devenir leader. Les barrières à l'entrée (notoriété de la marque Tipiak, savoir-faire, saisonnalité marquée de certaines activités) ainsi que les avantages concurrentiels préservent le groupe sur ses principaux marchés du risque de perte rapide de son chiffre d'affaires.

Risques sur les approvisionnements et risques liés aux évolutions des matières premières : des phénomènes de rareté consécutifs aux variations de l'offre et de la demande mondiales, à des dispositions légales (quotas) et à des variations climatiques peuvent apparaître périodiquement, notamment sur certains produits de la mer (noix de Saint-Jacques, morue) et sur les céréales, manioc et produits laitiers. Ces phénomènes peuvent renchérir, de façon importante, les coûts d'achats de ces produits et impacter les résultats économiques du groupe.

Risques liés à la saisonnalité : Positionné sur des produits festifs, le secteur « froid » représentant près des 2/3 du chiffre d'affaires annuel du groupe, réalise 46 % de son activité sur le dernier trimestre de l'année civile. Des difficultés sur cette période de l'année, liées notamment aux transports de nos marchandises, peuvent entraîner un recul significatif des ventes.

Risques généraux d'exploitation :

Risques clients : les pôles d'activité assurent un développement équilibré de leurs activités sur des circuits de distribution diversifiés : GMS (grandes et moyennes surfaces), circuits spécialisés surgelés, restauration hors domicile, industrie et international. Tipiak est présent dans toutes les grandes enseignes de la distribution (GMS, magasins spécialisés surgelés et livraison à domicile). Les cinq principaux clients représentent 65 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe.

Impayés : Depuis de nombreuses années, l'entreprise a développé une politique de sécurisation de son encours clients, par des actions de surveillance des clients « à risque » et des procédures de relance systématique des créances en cours. Cette politique est renforcée par un audit externe annuel des procédures et une assurance crédit sur les créances à l'exportation. Le montant moyen annuel des créances irrécouvrables provisionnées sur les cinq derniers exercices s'élève à 17 K€ et représente 0,1 pour mille du chiffre d'affaires consolidé moyen de la période.

Risques industriels et environnementaux :

Risques liés à la sécurité des aliments, risques « produits » : principal évènement pouvant affecter la capacité de l'entreprise à atteindre ses objectifs, le risque « produits » fait l'objet de toutes les attentions.

Dans chaque pôle, une Direction de la Qualité, indépendante des responsables de production, équipée de ses propres laboratoires, veille en permanence au respect des cahiers des charges, de la réception des matières premières à la livraison des produits finis. Les équipes des services Qualité des pôles ont été renforcées ainsi que les procédures de sélection des fournisseurs et les contrôles internes des encours de fabrication. Par ailleurs, le groupe a poursuivi sa politique de certifications BRC, ISO ou IFS de ses sites industriels qui est une garantie pour les clients et les consommateurs.

Un projet informatique renforçant le traitement informatisé de la traçabilité a été initié dans le secteur « froid ». Le projet sera déployé au cours des trois prochaines années sur l'ensemble des sites du secteur.

Dans le cadre de la prévention des risques et, plus particulièrement, du risque de crise alimentaire, le groupe développe auprès des responsables opérationnels et du personnel en contact direct avec les consommateurs, des formations à la gestion de crise. Ces formations sont dispensées, chaque année, par des partenaires spécialisés, auprès d'une trentaine de personnes. Un manuel de gestion de crise a été élaboré et mis à la disposition des opérationnels. Ce manuel fait l'objet d'une actualisation permanente.

Risques d'incendie : le groupe développe une politique forte de protection incendie de son parc industriel stratégique. Fin 2009, quatre sites sont sous couverture de sprinklage : Pontchâteau (44), Saint-Aignan de Grand Lieu (44), Fouesnant (29) et Pont l'Evêque (14). Les autres sites industriels sont pourvus de systèmes de prévention d'incendie soumis périodiquement à des contrôles par des experts extérieurs.

Risques environnementaux : voir ci-dessous chapitre 6 « l'impact environnemental de l'activité de l'entreprise ».

Risques informatiques : La politique informatique de Tipiak s'appuie sur l'utilisation de progiciels, en recherchant la réponse optimale aux besoins de l'entreprise, la fiabilité, la pérennité et la maîtrise des coûts de développements et d'exploitation. Elle met en avant l'homogénéité des outils pour l'ensemble des pôles et l'unicité des données par la centralisation des systèmes de traitement.

Un « plan de reprise d'activité informatique » garantit à l'entreprise un redémarrage en 48 heures et permet à l'ensemble des services de l'entreprise de fonctionner sans informatique pendant la durée nécessaire au redémarrage des systèmes. Le dispositif fait l'objet de tests pratiques chaque année.

Risques juridiques et fiscaux :

Dans le cadre de ses activités courantes, le groupe est engagé dans un certain nombre de procès ou de litiges. Les charges pouvant en découler, estimées probables, ont fait l'objet de provisions dans les comptes. En exploitation, les litiges prud'homaux représentent l'essentiel des litiges provisionnés, pour un montant de 56 K€.

Au cours des années 2008 et 2009, la plupart des sociétés du groupe (sauf Tipiak inc. et Tipiak Traiteur-Pâtissier) a fait l'objet de contrôles fiscaux et Urssaf. Les résultats de ces contrôles ont été comptabilisés dans les comptes.

La société Tipiak fait actuellement l'objet d'un contentieux contre le Ministre de l'Economie et des Finances à propos d'un contrôle fiscal de 1994. Le risque financier a été évalué selon les principes énoncés dans la note 3.17 dans l'annexe financière des comptes consolidés. Son évaluation a été prise en compte dans les résultats du groupe.

Risque de liquidité :

L'entreprise dispose de lignes de crédit court et moyen terme auprès de banques de première qualité, qui lui permettent de répondre aux besoins de financements de son développement. Après une revue spécifique de son risque de liquidité, le groupe considère qu'il est en mesure de faire face à ses échéances futures.

Le contrat d'affacturage mis en place offre une capacité de financement du besoin en fonds de roulement d'exploitation adaptée à la forte saisonnalité de l'activité. Au 31 décembre 2009, le groupe a mobilisé un financement de 3,8 M€ pour une capacité de financement autorisée de 30 M€.

Certaines lignes de crédit sont assorties d'une clause de remboursement anticipé. Elles sont soumises au respect de ratios financiers calculés au 31 décembre de chaque année. Ces dispositions contractuelles sont commentées en note 13.5 « covenants bancaires » de l'annexe financière des comptes consolidés. Au 31 décembre 2009, l'entreprise respecte les seuils fixés.

Risque de taux :

En matière de risque de taux, la politique suivie par le groupe répond aux objectifs de sécurité, liquidité et rentabilité. La gestion du risque de taux est centralisée au niveau de la Direction Financière.

La dette globale de Tipiak est indexée pour la quasi-totalité au taux variable Euribor 3 mois. En fonction des évolutions de la dette et des taux d'intérêt anticipés, le groupe a recours à des contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps et tunnels). Après effets des instruments de couverture, 70 % de la dette globale du groupe (emprunts bancaires et financement par l'affacturage) est à taux fixe ou encadré. Pour assurer la bonne gestion de ces instruments financiers, le groupe s'est adjoint les conseils d'une société externe spécialisée sur les risques de marché.

Risque de change :

Le groupe est peu soumis aux risques de change. Cependant des flux d'achats et de ventes sont effectués en dollars US et GBP. Afin de sécuriser ces flux au regard des coûts budgétés et de limiter le risque de change sur les ventes, le groupe procède à des opérations de couverture à terme.

Les couvertures et modalités des instruments financiers sont détaillées en note 13.4 « instruments financiers » de l'annexe financière des comptes consolidés.

Politique d'assurance :

La politique d'assurance mise en place a pour objectif de protéger le patrimoine du Groupe, de le préserver des conséquences des responsabilités encourues vis-à-vis des tiers et du personnel, en vue de minimiser l'impact des sinistres sur les résultats financiers de l'entreprise.

Afin d'optimiser son coût d'assurance, le groupe a mis en place un programme de prévention des risques sur l'ensemble des sites (sprinklage des sites stratégiques, formation à la gestion de crises, sécurisation des approvisionnements, ...). Les contrats d'assurance sont souscrits dans des Compagnies notoirement solvables dont le courtage est assuré par le cabinet Bessé de Nantes (44).

Au cours de l'année 2009, le groupe a poursuivi sa politique d'optimisation de ses contrats d'assurance par l'amélioration des garanties délivrées et la maîtrise de l'évolution des primes d'assurances. La politique d'auto - assurance du groupe n'a pas été modifiée, le groupe privilégiant, depuis de nombreuses années, une politique de franchises fixées à des niveaux financièrement acceptables pour lui.

Le résumé des garanties principales est le suivant :

Nature de l'assurance	Garanties principales	Montant assuré (en M€)	Franchises (en K€)
Tous risques sauf	Dommages aux biens / pertes d'exploitation	49,9 M€ (maximum)	36,7 K€
Responsabilité civile	Responsabilité civile d'exploitation	7,6 M€	15 K€
	RC après livraison	15 M€	30 K€
Marchandises transportées	Garantie automatique contre les risques transports de toutes marchandises, produits, matériels, ...	300 K€ (maximum)	700 €
Responsabilité mandataires sociaux	Litiges mettant en cause à titre personnel les mandataires sociaux et dirigeants de droits et de faits	4,6 M€	<i>néant</i>
Perte financière suite à attaque médiatique	Perte d'exploitation consécutive à une attaque médiatique de la marque de la société	7 M€	500 K€ (maximum)

A la date de rédaction du présent rapport, aucun sinistre majeur ou significatif susceptible de modifier, tant les conditions futures de couvertures d'assurance, que les montants globaux des primes et/ou les franchises, n'est connu de l'entreprise.

Le groupe poursuivra sa politique d'amélioration de son plan d'assurance et cherchera à étendre ses contrats actuels sur des risques identifiés dans le cadre de sa démarche d'actualisation de son référentiel des risques. A sa connaissance, il n'existe pas de risque « significatif » non assuré. Néanmoins, le Groupe ne peut affirmer qu'il ne subira aucune perte financière non couverte.

5 – DIMENSION SOCIALE DE L'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE

Les 1 124* collaborateurs du groupe sont répartis sur 8 sites industriels et administratifs concentrés sur l'ouest de la France, de Pont l'Evêque (Calvados) à Marans (Charente Maritime). Les deux tiers des effectifs se situent sur la région nantaise (Loire Atlantique). Une unité commerciale de deux personnes est installée à Stamford près de New York (USA).

* Effectif annuel moyen en équivalent temps plein

Effectif inscrit au 31 décembre 2009 (hors intérim)

Libellé	Services centraux	Secteur « sec »	Secteur « froid »	Total effectif au 31/12/2009	Rappel 2008	Rappel 2007
Contrats à durée indéterminée	37	212	629	878	883	854
Contrats à durée déterminée	3	15	25	43	45	55
Total	40	227	654	921	928	909
<i>Dont temps partiel</i>	2	9	64	75	85	84

Les salariés à temps partiel représentent 8 % de l'effectif total du groupe inscrit au 31 décembre 2009. Ils sont répartis dans les postes administratifs et industriels.

Les salariés sous contrat à durée déterminée représentent près de 5 % de l'effectif total du groupe. Ces contrats sont majoritairement utilisés pour remplacer des salariés absents et pour répondre à un surcroît d'activité passager.

Effectif annuel moyen en équivalent temps plein

Libellé	Services centraux	Secteur « sec »	Secteur « froid »	Effectif 2009	Rappel 2008	Rappel 2007
Contrats à durée indéterminée	35	202	566	803	787	771
Contrats à durée déterminée	3	10	74	87	117	157
Intérimaires	2	40	44	86	111	116
Saisonniers	0	0	148	148	175	200
Total	40	252	832	1 124	1 190	1 244

Du fait de la forte saisonnalité de ses activités en fin d'année, notamment dans le secteur « froid », l'entreprise a recours à l'emploi de saisonniers et de personnel intérimaire.

Effectif annuel moyen en équivalent temps plein par statut

Libellé	Services centraux	Secteur « sec »	Secteur « froid »	Effectif 2009	Rappel 2008	Rappel 2007
Cadres	12	53	70	135	128	115
Maîtrise et Techniciens	10	36	49	95	81	75
Total encadrement	22	89	119	230	209	190
Employés/ouvriers	18	163	713	894	981	1 054
Total	40	252	832	1 124	1 190	1 244

Emplois et insertion des travailleurs handicapés :

Afin de favoriser l'emploi et l'insertion des personnes handicapées, l'entreprise fait régulièrement appel à du personnel des « Ateliers Protégés » dans le cadre de ses activités administratives et de production.

Rémunérations individuelles :

Tipiak a la volonté d'assurer une rémunération globale, à tous les échelons de l'entreprise, qui soit équitable, responsabilisante et compétitive. La structure des rémunérations est spécifique à chaque métier. Elle est décrite dans des barèmes qui sont susceptibles d'évoluer chaque année à l'occasion des négociations annuelles.

Pour l'ensemble de l'encadrement, cette rémunération est composée d'une partie fixe correspondant au niveau de classification de chaque poste et d'une partie variable liée aux résultats individuels et collectifs. Un système d'évaluation annuelle de la performance de l'encadrement permet de déterminer des objectifs quantitatifs et qualitatifs base de sa rémunération variable. En outre, certains cadres, en fonction du niveau hiérarchique et des performances individuelles, bénéficient de l'attribution gratuite d'actions ou d'options d'achat d'actions.

Les salaires (hors charges sociales et taxes) et avantages annexes (rémunérations en actions, participation et intéressement) de 2009, pour l'ensemble des salariés, s'élèvent à 32 M€, et sont stables par rapport à 2008.

Rémunérations collectives :

A la partie individuelle de la rémunération vient s'ajouter une partie collective. Tous les pôles d'activité du groupe bénéficient d'un contrat d'intéressement. Par ailleurs, des contrats de participation ont été signés dans la plupart des filiales conformément aux dispositions légales. La participation et l'intéressement attribués en 2009 s'élèvent à 950 K€ (898 K€ en 2008).

Depuis 1993, Tipiak a mis à la disposition des salariés un Plan d'Epargne Groupe. Ce plan est composé de cinq fonds communs de placement, dont un fonds est investi en actions Tipiak. Au 31 décembre 2009, l'ensemble des sommes investies par les salariés du Groupe dans les Fonds communs de Placement du PEG s'élève à 2,4 M€ (2,0 M€ fin 2008) dont 1,83 M€ (1,54 M€ fin 2008) dans le fonds investi en actions Tipiak.

Développement des compétences techniques et managériales :

En 2009, l'entreprise a renforcé sa politique de formation à l'ensemble du personnel : 1 012 collaborateurs ont bénéficié au moins d'une formation dans l'année. Ils étaient 685 en 2008. 17 703 heures de formation (13 727 heures en 2008) ont été dispensées représentant un budget de 949 K€ soit 3,25 % de la masse salariale. Les principaux axes de formation sont le renforcement du professionnalisme, le développement des compétences, de l'employabilité et de la capacité d'adaptation, l'amélioration de la qualité et de la sécurité, le renforcement des compétences de l'encadrement en matière de management et de gestion de projet. Ainsi, en 2009, un plan de formation spécifique au secteur « froid » a été déployé afin d'accompagner le personnel dans la mise en place d'un outil de traçabilité.

L'entreprise encourage la mobilité du personnel entre les sites et les pôles d'activité. Une communication systématique permet à chacun de connaître les différents postes à pourvoir au sein du groupe et favorise ainsi le développement professionnel interne.

La communication interne :

Depuis plusieurs années, chaque pôle d'activité réunit régulièrement ses collaborateurs pour partager l'information et la réflexion sur l'évolution des activités du groupe et des pôles. Ces réunions permettent de consolider l'esprit d'équipe et l'intégration des nouveaux collaborateurs. Elles portent sur le bilan de l'activité passée, les objectifs de l'année en cours et les axes stratégiques de développement de l'entreprise pour les prochaines années.

Pour la mise en œuvre de sa stratégie et la gestion du changement, l'entreprise a développé la pratique du management par projet. L'ensemble de l'encadrement est formé à cette méthodologie matérialisée par un guide remis à l'occasion des journées d'accueil des nouveaux collaborateurs. Une revue régulière des projets en cours est effectuée par les Directions générales des pôles d'activité afin de les prioriser et d'allouer les ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs définis.

Afin de faciliter la connaissance des organisations du groupe et d'uniformiser les méthodes de travail, un outil de communication transversal de type intranet permet depuis plusieurs années à tous les collaborateurs de l'entreprise, quel que soit leur métier, de bénéficier d'une diffusion régulière et simultanée d'informations.

Enfin, tous les deux mois, dans un souci permanent de favoriser la consolidation de la culture Tipiak, un flash info interne, diffusé à chaque collaborateur de l'entreprise, donne les dernières nouvelles de l'activité du groupe : mouvements de personnel, promotions internes, chiffre d'affaires, cours de bourse, lancements de nouveaux produits, état d'avancement des projets majeurs, ...

Relations professionnelles et bilan des accords collectifs :

Des réunions entre les organisations syndicales et les Directions des sociétés du groupe sont régulièrement organisées donnant lieu à la conclusion d'accords d'entreprise : accords annuels sur les salaires, accords sur le temps de travail, ...

Dans chaque société du Groupe, un accord sur la « Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences » (GPEC) a été signé avec les partenaires sociaux visant à faciliter la flexibilité et l'employabilité au sein des organisations. Les principales dispositions de ces accords concernent l'intégration, la formation, la réorientation professionnelle et les dispositifs d'accompagnement.

Conformément aux dispositions légales, des accords sur l'emploi des seniors ont été conclus pour une durée de trois ans avec pour objectif le maintien de l'emploi des seniors dans l'entreprise. Les dispositifs s'articulent autour de trois axes prioritaires : l'amélioration des conditions de travail et la prévention des situations de pénibilité, l'aménagement des fins de carrière et de la transition entre activité et retraite, et enfin la transmission des savoirs et des compétences par le tutorat.

Santé et sécurité :

La santé et la sécurité du personnel sont une des priorités pour le groupe. Dans toutes les usines, les CHSCT (Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail) permettent d'accompagner notre exigence de sécurité et d'amélioration des conditions de travail.

Des régimes de prévoyance et frais de santé ont été institués dans la plupart des sociétés du Groupe. Celles-ci participent financièrement à ces régimes de protection pour les salariés.

Sous-traitance :

En général, le groupe n'a pas recours à la sous-traitance.

6 – IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE

(Décret n° 2002-L21 du 20 février 2002)

Tipiak exerce des activités dont les impacts sur l'environnement sont faibles. Le groupe mène, cependant, une politique active visant à limiter le plus possible les nuisances de ses sites industriels. Un diagnostic environnemental des sites a été conduit en 2008. A la suite de cet audit, un référentiel par site a été émis décrivant l'état des lieux à date et recommandant les mesures d'amélioration. En 2009, les plans d'action définis ont fait l'objet d'un suivi au sein d'un Comité de pilotage « environnement ».

Consommations significatives de ressources :

Les consommations moyennes en eau et énergies sont extraites des facturations des fournisseurs, pour l'exercice 2009, et des relevés internes. Elles sont exprimées en unités consommées par tonne de produits fabriquée.

En 2009, la production totale des sites industriels de Tipiak s'élève à 44 839 tonnes en baisse de 2,6 % par rapport à 2008.

Postes / libellé	Consommations 2009	Consommations 2008	Consommations 2007
ÉNERGIES (par tonne)			
Electricité	550 kwh	545 kwh	509 kwh
Gaz	881 kwh	910 kwh	936 kwh
EAU (par tonne)			
Consommation totale	3,8 m ³	4,4 m ³	4 m ³
Coefficient de rejet	66 %	72 %	69 %
ÉPURATION			
Rejets des eaux usées (volume sortant par tonne produite)	2,5 m ³	3,2 m ³	2,8 m ³
Déchets industriels générés *	3 415 tonnes	3 514 tonnes	3 565 tonnes
Dépenses affectées au traitement des déchets	956 K€	1 067 K€	958 K€

* déchets banaux, organiques et emballages

Utilisation des énergies : Les ressources énergétiques sont utilisées pour les productions nécessaires aux process de cuisson et de refroidissement ou de maintien de « la chaîne du froid » (frigories). Ces énergies sont peu polluantes (électricité et gaz naturel). La réduction des consommations rapportées à la tonne fabriquée notamment pour le gaz, vient essentiellement de la baisse de la production.

L'entreprise a engagé en 2009 un programme d'investissements triennal de près de 1,5 M€ visant la substitution de certains fluides frigorigènes utilisés dans la production de froid ayant des impacts sur l'environnement. La 1^{ère} tranche des travaux réalisée à fin 2009 s'élève à 433 K€.

Utilisation de l'eau : l'eau, prélevée sur les réseaux d'eau potable, est utilisée dans la fabrication de nos produits, le nettoyage des équipements et locaux, et certains process de refroidissement. En 2009, en moyenne, et pour toutes les fabrications confondues, l'entreprise a consommé 3,8 m³ d'eau par tonne produite, en diminution de 14 % par rapport à 2008. Compte tenu des process de fabrication, la consommation d'eau est très hétérogène entre les sites industriels. Sensibles à la maîtrise des consommations d'eau, les sites industriels ont développé au cours de l'année des actions d'économie : modification des procédures de nettoyage, révision des réseaux d'eau, sensibilisation du personnel, ...

Liste des rejets affectant gravement l'environnement (arrêté du 30 avril 2002) : néant

Les eaux usées :

Pour tous les sites, les eaux usées subissent un prétraitement avant d'être évacuées par les réseaux d'assainissement. Leur composition en matières organiques et en éléments minéraux, tels que l'azote et le phosphore, fait l'objet d'un contrôle continu, soit en interne, soit auprès d'organismes compétents.

Les déchets :

En 2009, l'activité de Tipiak a généré 3 415 tonnes de déchets (3 514 Tonnes en 2008).

- Les déchets industriels banaux (DIB), qui sont des déchets en mélange (emballages, plastiques et matières organiques), ont représenté 1 837 tonnes. Ces déchets sont récupérés pour être, en général, incinérés par des sociétés spécialisées.
- Les déchets organiques : ces déchets proviennent des installations de dégraissage des stations de prétraitement des eaux usées. Ils dépendent du mode de traitement des rejets pour chaque site. Ces déchets sont récupérés et traités par des organismes habilités.
- Les cartons : en 2009, les sites industriels ont rejeté 446 tonnes de cartons et emballages. Ces rejets sont recyclés par des entreprises spécialisées reconnues.

Les démarches d'évaluation ou certification entreprises :

Dans le cadre de son plan à trois ans, le groupe envisage une certification ISO 14001 dans les deux sites industriels du secteur « sec ».

Les mesures prises pour assurer la conformité de l'activité du Groupe aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière :

Les sites industriels, soumis à autorisation auprès de la DRIRE et de la DSV, ont obtenu la permission d'exploiter.

Dans le souci d'être au plus près de l'évolution de la législation, le groupe a fait le choix d'un logiciel de veille réglementaire en « Environnement et Sécurité » qui sera déployé à partir de 2010.

Dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité de la société sur l'environnement :

En 2009, les dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité de l'entreprise sur l'environnement se sont élevées à 956 K€. Elles portent essentiellement sur l'assainissement des eaux usées et le traitement des déchets. Par ailleurs, l'entreprise a réalisé des investissements pour un montant de 433 K€ pour la substitution des fluides frigorigènes ayant un impact sur l'environnement.

Existence au sein du Groupe de services internes de gestion de l'environnement :

Compte tenu de la dimension, de l'activité ou spécificités des pôles, la mise en œuvre de la politique environnementale et le contrôle de son application sont propres à chaque pôle. Ils sont rattachés, soit au niveau de la Direction Industrielle, soit au niveau de la Direction Qualité. Ils sont en contact permanent avec les organismes et associations spécialisés.

En prévention de sinistres environnementaux et pour leur gestion éventuelle, l'entreprise a mis en place une organisation d'alerte et de gestion de crise.

Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement : Néant

Montant des indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement :

Au cours de l'exercice 2009, l'entreprise n'a versé aucune indemnité en exécution d'une décision judiciaire pour risques en matière d'environnement. A date, aucune décision judiciaire en matière d'environnement, n'est en cours.

Objectifs assignés aux filiales à l'étranger : Non applicable pour le Groupe.

Perspectives/ plan d'action :

Pour les trois prochaines années, le groupe poursuivra sa politique de sensibilisation à la sécurité et à la protection de l'environnement.

Dans le cadre de son plan à trois ans, le groupe envisage une certification ISO 14001 dans les deux sites industriels du secteur « sec ». Parallèlement, l'entreprise engagera une démarche dans la plupart de ses sites afin d'établir les bilans « carbone » propres à leur activité.

Il amplifiera ses actions de protection de l'environnement :

- par la réalisation du programme d'investissements triennal quant à l'élimination des fluides frigorigènes ayant un impact sur l'environnement dans les sites industriels de Marans (17) et Cornouaille (29)
- par une optimisation des consommations énergétiques (électricité et gaz) et des consommations d'eau,
- par la maîtrise des rejets en eaux usées, en développant des programmes d'investissements dans les stations de prétraitement sur l'ensemble des sites industriels,
- par la réduction et la valorisation des déchets banaux.

7 – RAPPORT DE GESTION DE LA SOCIÉTÉ TIPIAK SA

Présentation des comptes annuels

Les comptes sociaux annuels au 31 décembre 2009 ne comportent pas de changement de méthode, ni de présentation par rapport à ceux établis au 31 décembre 2008.

Activité et résultats de la société Tipiak SA

La société Tipiak, détient la totalité du capital de ses filiales. Elle assure le contrôle des activités du Groupe et fournit des prestations de services et d'assistance auprès d'elles. Son activité de prestataire de services au profit de ses filiales s'est poursuivie normalement tout au long de l'année 2009.

Dans ce cadre, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 8,5 M€ (10,3 M€ en 2008). Par ailleurs, elle a perçu de ses filiales, à titre de redevances de marques 3,0 M€, et à titre de dividendes (produits financiers) 2,6 M€. Le bénéfice net courant, issu de l'ensemble de ces opérations et après dotation exceptionnelle aux provisions, ressort à 4,3 M€, contre 2,6 M€ en 2008. Il est rappelé que la société avait dû constater en 2008, une provision avant impôts d'un montant de 1,7 M€ pour dépréciation des titres auto détenus.

Au 31 décembre 2009, les dettes financières de la société, nettes des avances en comptes courants des filiales et des disponibilités, s'élèvent à 4,7 M€, pour un montant de capitaux propres (avant distribution) de 31,1 M€. Par ailleurs, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs, s'élève à 717,7 K€. Il est constitué de :

- 6 % de factures payables à moins de 10 jours,
- 57 % de factures payables à moins de 30 jours,
- 27 % de factures payables à moins de 60 jours,
- 10 % de factures payables à plus de 60 jours. Ces dernières ont des échéances contractualisées avec les fournisseurs

Activités des filiales et des sociétés contrôlées

Avant-propos : La comparaison des chiffres d'affaires des filiales entre 2009 et 2008 n'est pas possible du fait de l'application au 1^{er} janvier 2009, des dispositions de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME). En effet, une partie des accords de coopération, auparavant facturée par nos clients distributeurs et comptabilisée en « charges externes », a été portée depuis le 1^{er} janvier 2009, en réduction de nos tarifs de vente et apparaît désormais en moins du chiffre d'affaires.

Secteur « sec »

La société Tipiak Epicerie, implantée à Saint-Aignan de Grand-Lieu près de Nantes (44), leader sur les marchés « aides pour cuisiner » et « accompagnements céréaliés », a réalisé, au cours de l'exercice 2009, un chiffre d'affaires de 55,2 M€. A données comparables, l'activité de la société est en baisse de 6 % par rapport à 2008. Tous les circuits de distribution, à l'exception de la RHD, sont en retrait. La société a poursuivi ses investissements publicitaires sur la marque Tipiak avec la diffusion de deux campagnes TV et la multiplication d'opérations promotionnelles. Sur le plan industriel, la société a investi 1,8 M€. Les principaux investissements portent sur l'adaptation du process de la ligne couscous, la mise en ligne d'une ensacheuse verticale, l'aménagement d'un nouvel atelier de mélange et la sécurité incendie.

La société Tipiak Panification, implantée à Pont l'Evêque (14), spécialiste des « croûtons » et « feuilletés prêts à garnir », a réalisé, au cours de l'exercice, un chiffre d'affaires 13,7 M€. A données comparables, le chiffre d'affaires est en baisse de près de 4 %. Seuls les circuits RHD et Export sont en croissance. La société a maintenu ses investissements publicitaires sur la marque Tipiak et a conforté sa position de leader sur le marché des croûtons en GMS. Les investissements (0,3 M€) ont porté, notamment, sur l'amélioration de la productivité et sur la sécurité des personnes et des biens.

La filiale américaine, Tipiak Inc., installée à Stamford dans le Connecticut, a réalisé, au cours de l'exercice 2009, un chiffre d'affaires de 3,43 M\$ en baisse de 11,4 %. Le ralentissement économique en Amérique du Nord, l'évolution défavorable de la parité €/dollar US et l'impact des hausses des matières premières sur les prix de vente, ont pesé sur le niveau d'activité de la société. Pour pallier le fort ralentissement de l'activité, la société a pris les mesures de réduction de ses coûts fixes ; ce qui lui a permis de dégager sur l'exercice un résultat net positif de 154,6 K\$ en progression de 23 %. Au 31 décembre 2009, les capitaux propres avant distribution s'élèvent à 1,14 M\$ (984,9 K\$ fin 2008). La société n'a pas de dette bancaire.

Secteur « froid »

La société Tipiak Plats Cuisinés Surgelés, dont le siège social est à Fouesnant près de Quimper (29), a réalisé, au cours de l'exercice 2009 un chiffre d'affaires de 56,4 M€. A données comparables, il est en retrait de plus de 3 %. Les ventes des deux circuits dominants (3/4 des ventes du pôle), GMS marque Tipiak et les magasins spécialisés surgelés sont en nette croissance, soutenues notamment par trois campagnes de publicité. Les autres circuits sont en retrait. La maîtrise des coûts et les bonnes performances industrielles ont permis la consolidation des résultats. La société a investi 1,6 M€ afin de répondre à l'amélioration de la productivité, à la législation sur les énergies frigorifiques et à la sécurité des hommes et des biens.

La société Tipiak Traiteur- Pâtissier, dont le siège social est à Malville près de Nantes (44), spécialiste des produits surgelés ou frais destinés aux cocktails, a réalisé un chiffre d'affaires de 52,3 M€. A données comparables, il est en baisse de près de 5 %. Tous les circuits sont affectés sauf la GMS. Grâce à la maîtrise des coûts fixes et aux performances industrielles, la société a assuré la croissance de ses résultats économiques. La société a investi 1,5 M€ dans l'amélioration de la productivité des lignes « pains surprise » et « macarons », le renouvellement de matériel et l'informatisation de la traçabilité de l'usine de Malville.

Informations sur le capital social et l'activité boursière

Capital social :

A la fin de l'exercice 2009, le capital social s'élève à 2 741 940 € divisé en 913 980 actions de 3 € de nominal.

Les droits de vote attachés aux actions sont des droits de vote « simples ».

Répartition du capital social (principaux actionnaires)

% supérieur à	Sté de Gestion Billard	Sté Maison Groult	Société Tipiak
3			
5			X
10			
15			
20			
25			
33,33	X	X	
50			
66,66			
90			
95			

Aucun actionnaire n'a porté, à notre connaissance, une prise de participation supérieure aux seuils mentionnés dans le tableau de répartition ci-dessus, comme le prévoient la loi et nos statuts.

Participation des salariés au capital social

Au 31 décembre 2009, dans le cadre du Plan d'Epargne Groupe, le Fonds Commun de Placement des salariés détient 23 364 actions de la société Tipiak, soit 2,56 % du capital.

Opérations effectuées par la société sur ses propres titres

En remplacement de l'autorisation accordée par l'Assemblée générale du 13 juin 2008, l'Assemblée générale du 19 juin 2009 a autorisé le Conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions selon les modalités prévues par les articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce, aux dispositions du règlement 2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive « abus de marché » n° 2003/6/CE du 28 janvier 2003, et aux articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'autorité des marchés financiers.

Les principales conditions de ce programme se définissent ainsi :

- Pourcentage de rachat maximum de capital autorisé : 10 %.
- Prix maximum d'achat unitaire : 92 euros
- Objectifs du programme par ordre de priorité décroissant :
 - soit de les attribuer aux dirigeants, mandataires sociaux, membres du personnel ou de certains d'entre eux de la Société et/ou d'autres entités du Groupe Tipiak, soit dans le cadre de plans d'options d'achat d'actions, soit plus généralement dans le cadre de toute cession et/ou attribution d'actions aux salariés, dirigeants ou mandataires sociaux dans le cadre des dispositions légales ;
 - soit de couvrir l'exercice d'options de conversion, d'échange ou de tout autre mécanisme de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions ;

- soit d'animer le cours par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés financiers ;
 - soit de les conserver et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
 - soit de permettre l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés, afin notamment de neutraliser l'impact dilutif pour les actionnaires d'opérations d'augmentation de capital, sous réserve de l'adoption d'une résolution spécifique par l'Assemblée générale extraordinaire.
- Durée du programme : 18 mois à compter de l'assemblée générale du 19 juin 2009, soit au plus tard jusqu'au 18 décembre 2010.
- Caractéristiques des titres concernés par le programme de rachat : actions.

Au 31 décembre 2009, la société détient 44 045 de ses propres actions au prix d'achat moyen de 79,54 €. Par ailleurs, 46 200 actions propres, au prix de 49 € l'action, ont été affectées au plan d'attribution gratuite d'actions au bénéfice des cadres dirigeants et de certains membres du personnel de la société Tipiak et des sociétés qui lui sont liées. Enfin, le portefeuille titres du contrat d'animation et de liquidité conclu avec la société de Bourse Portzamparc, détient 714 actions Tipiak au prix de revient moyen de 58,81 €.

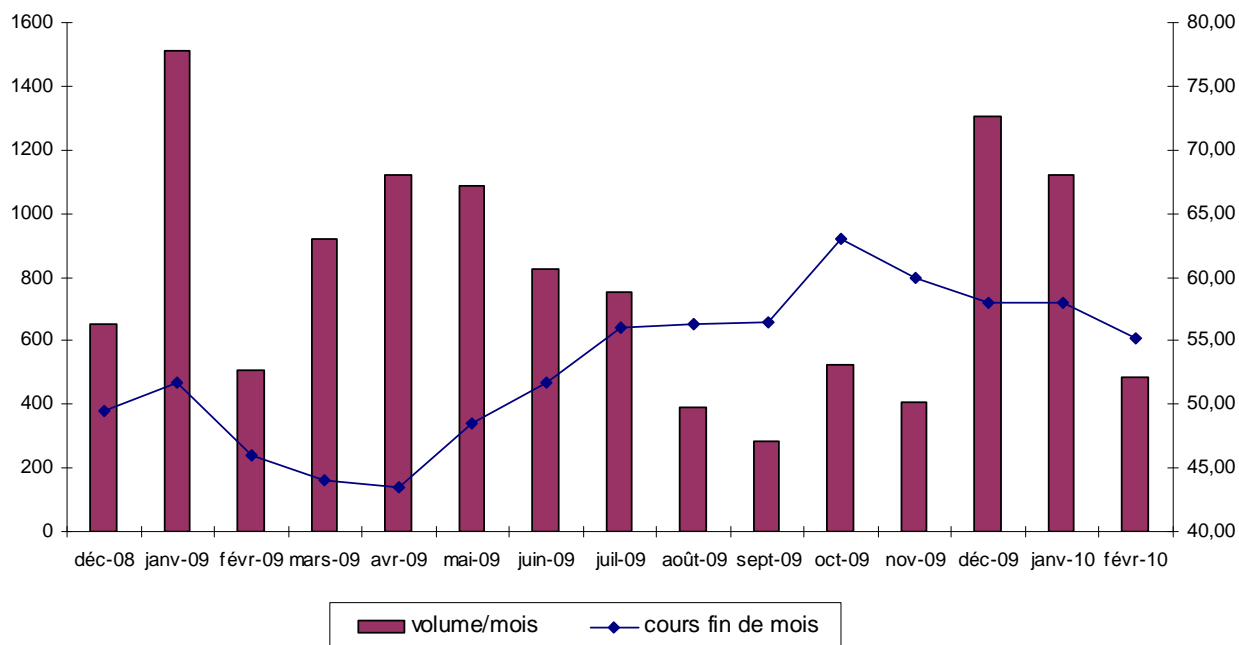
Au total, la société détient 90 959 de ses propres actions, soit 9,95 % du capital social.

Activité du titre en bourse

L'action de la société Tipiak est inscrite sur le marché EuroNext Paris et fait l'objet d'une cotation au compartiment C de la cote.

Volume/mois

Cours fin de mois



En 2009, dans un marché très volatile, fortement affecté par la crise financière, le titre clôture l'année sur un cours de 58 € pour un cours de clôture 2008 de 49,49 €, soit en progression de 17,2 %. Après avoir touché un plus bas en mai à 43,40 €, le titre s'est repris pour afficher un plus haut de l'année en octobre à 63,40 €.

Au 31 décembre 2009, la capitalisation boursière de Tipiak s'élève à 53 M€.

Depuis le début de l'année 2010, le titre évolue dans une fourchette de cours comprise entre 55 € et 62 €. A fin février 2010, dans une tendance baissière des marchés et dans un faible volume de transactions, le cours s'est inscrit à 55 €.

Résultats de la société TIPIAK SA au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice 2005 (12 mois)	Exercice 2006 (12 mois)	Exercice 2007 (12 mois)	Exercice 2008 (12 mois)	Exercice 2009 (12 mois)
I – Capital en fin d'exercice (en euros)					
Capital social	2 637 690	2 668 440	2 741 940	2 741 940	2 741 940
Nombre des actions ordinaires existantes	879 230	889 480	913 980	913 980	913 980
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
Par conversion d'obligations					
Par exercice de droits de souscription					
II – Opérations et résultats de l'exercice (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	7 234	7 918	9 058	10 318	8 527
Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	4 657	4 151	6 762	4 936	6 066
Impôts sur les bénéfices	(474)	(14)	(810)	(557)	(1 127)
Participation et intéressement dus au titre de l'exercice	19	14	69	52	32
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 959	3 329	4 756	2 606	4 294
Résultat distribué	2 110	2 348	2 651	2 651	2 651 (1)
III – Résultats par action (en euros)					
Résultats après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	5,30	4,63	6,44	4,73	5,37
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3,36	3,74	5,20	2,85	4,70
Dividende attribué à chaque action	2,40	2,64	2,90	2,90	3,00 (1)
IV- Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	35	34	35	36	38
Montant de la masse salariale de l'exercice (en milliers d'euros)	1 665	1 652	1 860	2 069	2 835
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (en milliers d'euros)	825	797	892	950	964

(1) Proposition de distribution

Le Gouvernement d'entreprise

Le Conseil d'administration de la société a décidé de ne pas adhérer au Code de Gouvernement AFEP-MEDEF et de se référer aux dispositions législatives en vigueur.

Par ailleurs, le Conseil applique certaines recommandations issues du Code Middledenext pour la gouvernance des entreprises moyennes cotées, notamment la présence de membres indépendants au sein du Conseil et un nombre annuel de réunions au moins égal à 4.

Relations mère et filiales au sein du Groupe Tipiak

La société Tipiak SA, mère du Groupe Tipiak, détient 100 % du capital social de ses filiales. Elle facture ses travaux de direction et de gestion ainsi que les droits d'exploitation de la marque « Tipiak » à l'ensemble de ses filiales dans le cadre de conventions de facturation.

La société Tipiak SA gère, pour le compte de ses filiales, la trésorerie du Groupe. Aussi, elle est amenée à facturer à ses filiales des coûts financiers. Elle perçoit par ailleurs des dividendes de ses filiales.

Société tête du Groupe dans le cadre d'une convention d'intégration fiscale suivant le régime prévu aux articles 223A et suivants du CGI, la société mère comptabilise dans son résultat les économies d'impôts et les charges d'impôts supplémentaires provenant de l'intégration fiscale et assure le règlement des impôts.

Par ailleurs, les filiales du Groupe sont amenées à se facturer entre elles régulièrement et/ou ponctuellement des prestations de personnel, des prestations de prospection et des ventes de marchandises.

Le Conseil d'Administration : composition au 31 décembre 2009

Le Conseil d'administration analyse les enjeux à moyen terme, fixe les orientations, définit la stratégie de l'entreprise, évalue les projets, désigne les mandataires sociaux, contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires. Il remplit les fonctions des comité stratégique, comité d'audit et comité des rémunérations.

Il est composé de dix membres : neuf personnes physiques et une personne morale. En vertu de l'article 12 des statuts, chaque administrateur détient au moins une action de la société.

Liste des administrateurs de la société :

Nom – Prénom ou dénomination sociale des administrateurs	Nom – Prénom des représentants permanents des personnes morales administrateurs	Fonctions au sein de TIPIAK	Date première nomination	Date échéance du mandat Tipiak	Autres sociétés	Fonctions
GROUÈS Hubert		Président Directeur Général	1992	2012	-	-
ANDRE Eric		Administrateur	2009	2015		
Sté MAISON GROULT	BORDEAUX-GROULT Marie-Calixte	Administrateur	1967	2012	Société Maison Groult	Présidente
BORDEAUX-GROULT Robert		Administrateur	1991	2010	Société Maison Groult	Administrateur
BORDEAUX-GROULT Elisabeth-Charlotte		Administrateur	2008	2014	-	-
FLEUROT Xavier		Administrateur	2004	2013	CEFB SAS C.E.V.SAS, Cegla SAS, Distrem SAS, Industyl SAS, Mgie SAS, Novilux SAS, VDS-Sandelai SAS, Vieville & Desbordes SAS Sigmalec SAS	Président du Conseil d'Administration Représentant de CEFB, Administrateur Administrateur
LE JOILLE Eric		Administrateur	1982	2014	Société de Gestion Billard	Directeur Général
De MURARD Ghislain		Administrateur	2009	2012	Société CROSSLOG	Administrateur
MORTIMER Henry Tilford Jr		Administrateur	1977	2013	Valu-trac Master Fund SPC Valu-trac Strategic Fund SPC Valu-trac Strategic Fund LLC Republic Capital Access LLC Société Maison Groult	Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur
ROUSSEL Hervé		Administrateur	1976	2014	Société de Gestion Billard	Président

Administrateurs indépendants :

Deux administrateurs ont la qualité d'administrateur indépendant.

Il n'y a pas d'administrateur élu par les salariés dans le Conseil d'administration de la société. Les membres désignés du Comité d'entreprise sont convoqués à toutes les réunions du Conseil.

Évolution du Conseil d'Administration :

Au cours de l'exercice 2009, Messieurs Ghislain de MURARD et Eric ANDRE ont été nommés en qualité d'Administrateur et Monsieur Antoine de ROQUETTE BUISSON a démissionné de son mandat d'Administrateur.

Fonctionnement du Conseil d'administration

Le fonctionnement du Conseil d'administration est défini dans les statuts de la Société.

Le Conseil, attentif à l'évaluation de son action, surveille des indicateurs quantitatifs tels que la fréquence des réunions et le taux de présence des administrateurs. Le taux de présence aux Conseils d'administration tenus en 2009 est de 97 %.

Travaux des Conseils d'administration tenus en 2009

Au cours de l'exercice écoulé, les Administrateurs, convoqués par le Président, se sont réunis 11 fois dont cinq fois en Conseils d'administration : 28 janvier, 20 mars, 19 juin, 8 septembre, et 9 octobre.

Les Commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du Conseil des 20 mars et 8 septembre 2009 au cours desquelles ont été examinés et arrêtés les comptes annuels et semestriels.

Le 28 janvier 2009, le Conseil a fixé la note de performance du groupe pour 2008 et validé les perspectives 2009 – 2011. Par ailleurs les administrateurs ont déterminé, en application des nouvelles dispositions légales, les conditions d'octroi de l'indemnité contractuelle de fin de mandat de PDG de Monsieur Hubert GROUES. Ils ont décidé en outre de soumettre ces dispositions à la ratification de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le 19 mars 2009, les administrateurs se sont réunis avec la Direction Générale du Groupe et celle des pôles, afin d'arrêter les orientations stratégiques du plan 2009 – 2011 et les perspectives 2009. Au cours de cette réunion, ont été présentés et discutés, pôle par pôle, l'analyse de l'environnement, les axes stratégiques et les résultats économiques prévisionnels, ainsi qu'une synthèse financière : résultat économique, structure financière et plan de financement à trois ans.

Le 20 mars 2009, le Conseil a arrêté les comptes de l'exercice 2008 et les grandes orientations du plan 2010-2012, et établi les documents en vue de leur approbation par l'assemblée générale. Il a par ailleurs décidé de ne pas adhérer au Code de Gouvernement des sociétés cotées AFEP-MEDEF et de se référer aux dispositions législatives en vigueur sur ce sujet. Il a décidé de demander à l'Assemblée générale la ratification de la nomination par cooptation d'un Administrateur et la nomination d'un nouvel Administrateur. Il a en outre autorisé le Président à proposer aux bénéficiaires d'options de souscription et d'achat d'actions de certains plans d'y renoncer en tout ou partie, moyennant le versement d'une indemnité. Il a ensuite déterminé le texte des résolutions à soumettre à la prochaine assemblée générale. Enfin, il a arrêté la rémunération du Président.

Lors de la séance du 19 juin 2009, le Conseil a actualisé les perspectives et orientations pour l'ensemble de l'exercice 2009, au vu des réalisations des cinq premiers mois. En vertu de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale tenue le même jour, le Conseil a procédé à l'attribution gratuite d'actions au bénéfice de certains membres du personnel de la société et de sociétés qui lui sont liées et à certains mandataires sociaux.

Dans sa séance du 8 septembre 2009, le Conseil a examiné et arrêté les comptes intermédiaires au 30 juin 2009.

Le 9 octobre 2009, le Conseil s'est réuni afin d'actualiser les perspectives d'activité et de résultats, d'arrêter les documents de gestion prévisionnelle pour l'exercice 2009, de fixer les orientations à long terme du groupe (horizon 8 ans) pour la préparation du plan triennal. Il a par ailleurs décidé la répartition des jetons de présence pour l'exercice en cours.

Accès à l'information des administrateurs

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs font l'objet d'un envoi préalable à chaque administrateur.

Chaque mois, le Président remet un rapport d'activité sur la période, accompagné des tableaux de synthèse sur les résultats et de documentation pouvant avoir un intérêt pour l'entreprise.

Les documents de présentation, de discussion et de validation des plans triennaux sont remis annuellement ; les budgets et plans d'action annuels font l'objet d'une révision quadrimestrielle validée par le Conseil d'administration.

Pouvoirs du Président Directeur Général

Monsieur H. GROUÈS est maintenu dans ses fonctions de Président Directeur Général. Depuis la décision du Conseil d'administration du 14 mai 1992, il n'a pas été apporté de limitations aux pouvoirs du Président Directeur Général.

Intérêts des dirigeants mandataires sociaux

Le Groupe Tipiak n'entretient aucune relation d'exploitation avec les sociétés extérieures dont les membres du Conseil d'administration sont mandataires sociaux.

Au titre de l'exercice 2009, Monsieur H. GROUÈS, Président Directeur Général, a perçu une rémunération fixe brute annuelle de 250 370 €. Dans le cadre de ses fonctions, il bénéficie d'un véhicule de société dont le montant de l'avantage s'élève à 5 837 € et d'une garantie GSC dont le montant de l'avantage s'élève à 17 038 €.

Au vu des performances économiques et financières du Groupe en 2009, le Conseil d'administration lui a attribué une prime sur objectifs de 116 500 € et au vu de la performance cumulée des derniers exercices, un bonus sur résultats de 119 900 €. Au titre de sa renonciation aux options d'achat et de souscription d'actions, il a perçu une indemnité brut de 117 238 €.

Par ailleurs, il a perçu en 2009, au titre de jetons de présence, une somme de 15 000 €

Au cas où il serait mis fin par le Conseil d'administration au mandat confié à Monsieur H. GROUÈS, pour quelque cause que ce soit, sauf faute lourde, celui-ci recevrait en une seule fois, à la cessation de ses activités, une indemnité contractuelle dont le montant correspondrait à sa dernière rémunération brute annuelle, toutes primes et bonus inclus, indexée sur l'évolution de l'Excédent brut d'exploitation consolidé annuel moyen des quatre derniers exercices comparé à l'Excédent brut d'exploitation moyen des quatre exercices précédents sous réserve que l'excédent brut d'exploitation de la dernière année soit positif.

Jetons de présence perçus par les mandataires sociaux non dirigeants (en €) :

Mandataires sociaux non dirigeants	2008	2009
Société MAISON GROULT	15 000	15 000
Monsieur ANDRE Jacques	12 500	-
Monsieur ANDRE Eric	-	7 500
Monsieur BORDEAUX-GROULT Robert	15 000	15 000
Mademoiselle BORDEAUX-GROULT Elisabeth -Charlotte	7 500	15 000
Monsieur FLEUROT Xavier	15 000	15 000
Monsieur LEJOILLE Eric	15 000	15 000
Monsieur MORTIMER Jr Henry Tilford	15 000	15 000
Monsieur de MURARD Ghislain	7 500	11 250
Madame de NAVACELLE Victoria	12 500	-
Monsieur de ROQUETTE BUISSON Antoine	15 000	3 750
Monsieur ROUSSEL Hervé	15 000	15 000
Total	145 000	127 500

Il n'a été versée aucune « autre rémunération » aux mandataires sociaux ci-dessus.

Options d'achat d'actions attribuées durant l'exercice 2009 : Néant

Options d'achat d'actions levées durant l'exercice 2009 : Néant

Renonciation au bénéfice d'options de souscription et/ou d'achat d'actions au bénéfice des cadres dirigeants et de certains membres du personnel : conformément à l'autorisation donnée lors de la réunion du Conseil d'administration du 20 mars 2009, le Président a recueilli les renoncations des bénéficiaires aux options de souscription et/ou d'achat d'action exerçables, moyennant le versement d'une indemnité. Le nombre total d'options ayant fait l'objet d'une renonciation s'élève à 76 752 dont 48 000 par M. Hubert GROUES, dirigeant mandataire social. L'indemnité totale nette correspondante ressort à 165 506 €.

Information sur l'attribution gratuite d'actions au cours de l'exercice 2009 :

Libellé	
Date d'attribution par le Conseil d'administration	19 juin 2009
Nombre total d'actions attribuées gratuitement (dont à Monsieur H. GROUÈS, dirigeant mandataire social)	46 200 (28 000)
Valeur de l'action	49 €
Délai d'acquisition	2 ans
Date d'expiration du délai d'acquisition	19 juin 2011 (1)
Délai de conservation	2 ans
Date d'expiration du délai de conservation	19 juin 2013 (2)

(1) Par exception, l'attribution définitive interviendra avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième et la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale.

En cas de décès d'un bénéficiaire pendant le délai d'acquisition, ses héritiers ou ayants droit disposeront d'un délai de six (6) mois à compter du décès pour demander l'attribution des actions. Passé ce délai, le droit d'attribution deviendra irrévocablement caduc.

(2) En application des dispositions de l'article L.225-185 du Code de commerce, le Conseil d'administration fixe à 5 % des actions attribuées gratuitement, le nombre d'actions qui devra être conservé au nominatif par le Président jusqu'à la cessation de son mandat social.

Par exception, les actions sont librement cessibles pour les héritiers ou ayants droit s'ils ont demandé dans le délai de six mois susvisé l'attribution des actions et pour le bénéficiaire en cas d'invalidité correspondant au classement dans la deuxième et la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale.

Actions de performance attribuées à chaque mandataire social : Néant

Actions de performance devenues disponibles pour chaque mandataire social : Néant

Options d'achat d'actions consenties durant l'exercice 2009 aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers : Néant

Le Contrôle

Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne

Préambule

Conformément aux dispositions de l'article L. 235-37 du Code de commerce et conformément à la loi du 3 juillet 2008 transposant les dispositions du droit européen en matière de rapport sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne, le présent rapport du Président du Conseil d'administration a pour objet de rendre compte aux actionnaires des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mis en place par la société.

Ce rapport a été préparé par le Président avec l'assistance de la Direction financière du Groupe. Il a été approuvé par le Conseil d'administration du 19 mars 2010. Compte tenu de la filialisation des différentes activités de la société, ce rapport couvre l'ensemble des sociétés contrôlées entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Le groupe Tipiak comporte deux secteurs d'activité :

- le secteur « sec » avec les sociétés Tipiak Epicerie, Tipiak Panification et Tipiak Inc. (filiale américaine),
- le secteur « froid » avec les sociétés Tipiak Plats Cuisinés Surgelés et Tipiak Traiteur-Pâtissier.

L'ensemble des informations portant sur le fonctionnement, la rémunération et les travaux du Conseil d'administration ainsi que la limitation des pouvoirs du Directeur Général sont décrits dans le chapitre ci-dessus « le gouvernement d'entreprise ».

Les modalités relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée générale ainsi que la description des droits des actionnaires et les modalités d'exercice de ces droits sont définis aux articles 14 et 15 des statuts de la société déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Nantes (44).

Définition du Contrôle interne :

Le contrôle interne en vigueur dans la société a pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- de s'assurer de la sauvegarde des actifs ;
- d'analyser, de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité, les risques d'erreurs ou de fraudes en particulier dans les domaines comptables et financiers ;
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société et à l'extérieur reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

Le système de contrôle ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Environnement du contrôle interne

TIPIAK exerce son activité à partir d'unités opérationnelles appelées pôles d'activité, disposant d'une autonomie de décision et de responsabilité.

Le management est organisé autour de six processus clefs communs aux pôles d'activité. Ils permettent une vision transversale pour un pilotage coordonné des domaines dans lesquels l'entreprise a décidé de mesurer sa compétitivité et où se joue son développement durable.

Sensibilisation du personnel : les valeurs du Groupe sont diffusées au sein des pôles d'activité dès l'arrivée des collaborateurs et au travers d'un processus d'intégration.

Les finalités et missions des postes d'encadrement sont décrites dans un document intitulé « définition de fonction ». Les objectifs de l'encadrement sont fixés en début d'année. Une évaluation des résultats obtenus, comparés aux objectifs individuels, a lieu en milieu d'année et en fin d'année. Des délégations de pouvoirs limitées sont établies notamment en matière d'hygiène et sécurité, qualité produits, environnement, respect des législations du travail, financières.

Évaluation des risques : L'analyse des risques est développée dans le chapitre 4 « facteurs de risques » du rapport de gestion.

Par ailleurs, une analyse de l'environnement externe et interne de chaque service, de chaque pôle et de l'entreprise est menée chaque année au cours de l'élaboration du plan stratégique à trois ans. Ce processus conduit à l'établissement des objectifs économiques de l'entreprise pour la période. La première année du plan est détaillée dans le budget annuel ; celui-ci est révisé deux fois par an.

Les objectifs ainsi définis sont retranscrits dans les objectifs individuels de l'encadrement. Les réalisations sont analysées et comparées mensuellement aux objectifs du budget.

Un comité d'audit interne dont la mission est d'analyser périodiquement les résultats économiques de chaque pôle, d'évaluer les risques et d'identifier des plans d'action pour l'atteinte des objectifs fixés, réunit la Direction Générale du groupe, la Direction Générale du pôle et la Direction Administrative et Financière.

Activités de contrôle : Chaque pôle d'activité met en œuvre son propre système d'assurance qualité et applique les procédures définies dans le cadre de ce référentiel. Certaines procédures s'appliquent à l'ensemble des pôles lorsqu'elles portent sur les processus clés ou sur des activités communes aux pôles (Informatique, Comptabilité – finances).

Ces procédures permettent de définir l'approbation, l'autorisation, la vérification et le rapprochement des opérations, la sécurité des actifs ou la séparation des fonctions.

Information et communication : Les pôles mutualisent leur système d'information en s'appuyant sur l'utilisation de progiciels avec une volonté de réduire le plus possible la part des adaptations spécifiques. L'homogénéité des outils sur l'ensemble des pôles et l'unicité des données par la centralisation des systèmes de traitement sont recherchées.

Les principaux outils de reporting, d'élaboration des budgets et plans sont normalisés et partagés par tous les pôles d'activité.

Pilotage du système de contrôle interne : Dans le cadre du système d'assurance qualité, des audits internes récurrents sont menés sur les principaux processus des pôles. Des audits ponctuels sont également menés par la Direction administrative et financière.

Les audits externes menés par les organismes certificateurs nous permettent d'adapter notre système de contrôle interne.

Dans le cadre de leurs diligences, les Commissaires aux comptes apprécient nos procédures de contrôle interne et nous communiquent leurs remarques.

Processus de contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Il n'a pas été apporté de modification dans l'organisation comptable et financière du Groupe.

De par son organisation comptable et financière centralisée, l'entreprise s'est dotée des moyens pour assurer une information comptable et financière conforme à la législation et aux normes en vigueur, en vue de donner aux actionnaires et aux tiers les moyens d'apprécier l'évolution des performances et de la valeur patrimoniale de l'entreprise.

Toutes les informations qui concourent à la réalisation des états financiers sont centralisées au sein d'un service comptable indépendant, partagé par l'ensemble des sociétés du Groupe. Ainsi, l'homogénéité des procédures et des traitements est assurée, et les ressources et compétences mutualisées. Par ailleurs, le traitement des informations principales : comptables, financières, économiques, est effectué sur des outils communs aux pôles.

Le service comptable du Groupe s'assure que le suivi et la protection des actifs sont correctement réalisés. Dans le cadre de reporting périodique, il est informé de toute modification des passifs. La séparation des tâches, l'utilisation d'outils uniques et performants, la centralisation des traitements des flux financiers permettent de limiter les risques d'erreurs ou de fraudes.

Les comptes sont révisés périodiquement en interne et un manuel de révision est élaboré semestriellement, permettant la justification des comptes. L'information comptable et financière fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes au moins deux fois par an (examen limité au 30 juin et audit au 31 décembre).

Un reporting mensuel de tous les pôles d'activité, au format unique, est émis auprès des Directions Générales et de la Direction Administrative et financière du groupe. Il porte sur l'analyse des performances économiques et financières propres à chaque pôle. L'analyse des performances, le suivi des projets significatifs en cours et la mise en œuvre de plans d'actions correctifs sont traités tous les deux mois au sein des comités d'audit internes.

Principales réalisations en 2009

L'entreprise a réalisé l'ensemble des actions planifiées contribuant à améliorer le contrôle interne : animation des comités de coordination transversale des processus clefs (Ressources humaines, Marque TIPIAK, Contrôle de gestion, Flux et Système d'information, Qualité - Sécurité - Environnement), poursuite des formations et des réunions de sensibilisation à la gestion de projet, révision des principales procédures comptables et financières et réalisation d'audits dans les pôles.

Le « référentiel des risques », issu de la cartographie des risques mise en place en 2007, a fait l'objet d'une actualisation : suivi des plans associés et mise à jour de la liste des risques majeurs de chaque pôle au sein du comité de pilotage « sécurité ». Les plans d'actions ont été intégrés dans le plan triennal 2010-2012.

La procédure groupe sur la sécurisation des achats, complétant la procédure « risque qualité des marchandises » est opérationnelle depuis 2008. Elle a été renforcée par la mise en place d'un référentiel « fournisseurs » commun à tous les pôles qui permet de centraliser l'ensemble des données de nos fournisseurs : contrat, cahier des charges, couverture d'assurance, qualité financière, ...

Orientation et priorités de l'audit interne

L'action de l'audit interne s'inscrit dans une volonté permanente de mise à jour des procédures internes de gestion afin d'accompagner l'évolution des organisations. Il veille à l'efficacité des dispositifs de contrôle et anime les dispositifs de gestion des risques.

Les principales lignes du plan sont les suivantes :

- suivi des plans d'actions définis dans le référentiel des risques et sensibilisation des équipes opérationnelles,
- audit du processus « achats » afin de s'assurer de la conformité des pratiques avec celles définies dans la procédure et déterminer les actions correctives d'amélioration,
- mise en place d'un outil d'élaboration budgétaire groupe,
- développer la dématérialisation de certains documents de gestion : recommandation, outils de gestion des projets, engagement de dépenses, ...

Fait à Saint-Aignan de Grand-Lieu,
le 19 mars 2010

Monsieur H. GROUÈS
Président Directeur Général





KPMG Audit
15, rue du Professeur Jean Pecker
C.S. 14217
35042 Rennes Cedex
France

Atlantique Révision Conseil

52, rue Jacques Yves Cousteau
BP 743
85018 La Roche-sur-Yon Cedex

Tipiak S.A.

Siège social : D2A Nantes Atlantique - 44680 Saint-Aignan-de-Grand-Lieu

Capital social : €2 741 940

Rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L.225-235 du Code du commerce, sur le rapport du Président du conseil d'administration.

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société TIPIAK S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;

- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes

Rennes, le 30 avril 2010


KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Vincent Broyé
Associé

La Roche-sur-Yon, le 30 avril 2010

Atlantique Révision Conseil



Jacques Delpech
Associé

Le Contrôle externe

Commissaires aux comptes titulaires

- Société KPMG Audit, département de KPMG SA, 7, bd Albert Einstein à NANTES (44300), représentée par Monsieur Vincent BROYÉ.
- Société ARC (Atlantique Révision Conseil), 52, rue Jacques - Yves Cousteau à LA ROCHE SUR YON (85000), représentée par Monsieur Jacques DELPECH.
- Société ERNST & YOUNG ATLANTIQUE, 3, rue Emile Masson à NANTES (44000), représentée par Monsieur François MACÉ.
- Société PRAXOR Audit, 156, boulevard Haussmann à PARIS (75008), représentée par Monsieur Henri GRILLET.

Mandats des Commissaires aux comptes titulaires

Désignation des Commissaires aux Comptes titulaires	Tipiak SA et consolidés	Tipiak Epicerie	Tipiak Panification	Tipiak Traiteur Pâtissier	Tipiak Plats Cuisinés Surgelés
KPMG Audit	X	X			X
<i>Date de désignation ou renouvellement</i>	<i>17.06.2005</i>	<i>13.06.2008</i>			<i>14.06.2007</i>
A.R.C.	X	X			X
<i>Date de désignation ou renouvellement</i>	<i>14.06.2007</i>	<i>14.06.2007</i>			<i>14.06.2007</i>
ERNST & YOUNG ATLANTIQUE				X	
<i>Date de désignation ou renouvellement</i>				<i>13.06.2008</i>	
PRAXOR			X		
<i>Date de désignation ou renouvellement</i>			<i>14.06.2007</i>		

Commissaires aux comptes suppléants

- Société KPMG Audit, département de KPMG SA, 7, bd Albert Einstein à NANTES (44300), représentée par Monsieur Frank NOEL
- Société ERNST & YOUNG ATLANTIQUE, 3, rue Emile Masson à NANTES (44000), représentée par Monsieur François MACÉ
- Société PRAXOR Audit, 156, boulevard Haussmann à PARIS (75008), représentée par Monsieur Henri GRILLET
- Cabinet BÉCOUZE et Associés, 32, rue de Rennes à ANGERS (49000), représenté par Monsieur Jean-Jacques BÉCOUZE.

Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux :

	E&Y ATLANTIQUE				KPMG				ARC				PRAXOR			
	Montant (en €)		%		Montant (en €)		%		Montant (en €)		%		Montant (en €)		%	
	2 009	2 008	2 009	2 008	2 009	2 008	2 009	2 008	2 009	2 008	2 009	2 008	2 009	2 008	2 009	2 008
Audit																
. Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés																
- Emetteur :					20 900	20 600	32%	33%	20 900	20 600	32%	32%				
- Filiales intégrées globalement																
Tipiak Epicerie					21 550	21 200	33%	34%	21 550	21 200	33%	33%				
Tipiak Plats Cuisinés Surgelés					21 550	21 200	33%	34%	21 550	21 200	33%	33%				
Tipiak Traiteur Pâtissier	23 300	22 600	86%	100%												
Tipiak Panification													18 900	18 700	100%	100%
. Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes																
- Emetteur :					2 000		3%									
- Filiales intégrées globalement																
Tipiak Plats Cuisinés Surgelés									1 000	1 000	2%	2%				
Tipiak Traiteur Pâtissier	3 800		14%													
Sous total	27 100	22 600	100%	100%	66 000	63 000	100%	100%	65 000	64 000	100%	100%	18 900	18 700	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement																
Sous total	0	0			0	0			0	0			0	0		
TOTAL	27 100	22 600	100%	100%	66 000	63 000	100%	100%	65 000	64 000	100%	100%	18 900	18 700	100%	100%

COMPTES CONSOLIDÉS

I.- Bilan consolidé au 31 décembre

(en milliers d'euros)	Notes	2009	2008	2007
Goodwill	5	6 949	6 949	6 949
Autres Immobilisations incorporelles	5	1 085	797	494
Immobilisations corporelles	6	45 337	46 348	45 507
Immobilisations financières	7	54	65	65
Impôts différés	21	16	20	22
Total de l'actif non courant		53 441	54 179	53 037
Stocks	8	15 910	14 602	16 694
Clients et comptes rattachés	9	48 327	54 827	51 993
Autres débiteurs	10	5 974	8 931	10 839
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	3 503	1 341	5 897
Total de l'actif courant		73 714	79 701	85 423
Total de l'actif		127 155	133 880	138 460
Capital		2 742	2 742	2 742
Primes		12 899	12 256	12 018
Actions propres		- 4 249	- 4 548	- 5 751
Réserves		21 310	19 636	18 242
Résultat consolidé - part du Groupe		4 666	4 731	5 869
Total fonds propres	12	37 368	34 817	33 120
Passifs non courants :				
Dettes financières moyen terme	13	24 474	25 055	23 891
Provisions pour avantages du personnel	15/16	2 449	2 227	2 038
Autres provisions	16	89	348	490
Autres dettes				
Impôts différés passif	21	5 494	5 411	4 929
Total passifs non courantes		32 506	33 041	31 348
Passifs courants :				
Dettes financières court terme	13	16 215	14 403	16 250
Fournisseurs et comptes rattachés		27 221	39 645	45 518
Dettes fiscales et sociales	14	11 554	10 826	11 297
Dettes d'impôts	14	450	-	927
Autres créditeurs	14	605	589	-
Passifs financiers	14	1 236	559	-
Total passifs courants		57 281	66 022	73 992
Total du passif		127 155	133 880	138 460

II.– Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	2009	2008	2007
Chiffre d'affaires net	18	154 621	162 833	154 800
Variations de stocks de produits finis		1 694	- 699	- 150
Consommation de matières premières et marchandises		- 60 640	- 64 263	- 60 820
Marge brute		95 675	97 871	93 830
Autres charges externes	22	- 27 838	- 29 142	- 27 328
Frais de personnel	19	- 48 644	- 48 406	- 48 336
Impôts et taxes		- 3 824	- 3 551	- 3 159
Excédent brut d'exploitation		15 369	16 772	15 007
Amortissements et provisions	5 et 6	- 6 444	- 5 868	- 5 457
Dépréciations		230	- 17	57
Autres charges opérationnelles	23	- 549	- 557	- 403
Autres produits opérationnels	23	210	150	1 671
Résultat opérationnel		8 816	10 480	10 875
Coût financier brut	20	- 1 176	- 2 206	- 2 299
Produits ou charges financiers	20	- 158	- 585	128
Coût financier net		- 1 334	- 2 791	- 2 171
Résultat avant impôts		7 482	7 689	8 704
Charge d'impôt sur les résultats	21	- 2 816	- 2 958	- 2 835
Résultat net consolidé revenant au groupe		4 666	4 731	5 869
Résultat par action (en euros)	24	5,67	5,74	7,16
Résultat par action après dilution (en euros)	24	5,37	5,69	7,06
Dividende par action (en euros)		3,00 (1)	2,90	2,90

(1) Dividende proposé à l'Assemblée Générale du 18 juin 2010

III.– Résultat global

Libellé	2009	2008	2007
Résultat net	4 666	4 731	5 869
Variations de valeurs des instruments financiers utilisés comme couvertures de flux de trésorerie et de change, net d'impôt différé	- 334	- 389	39
Ecart de conversion	- 23	37	- 61
Ecarts actuariels sur la provision d'indemnités de départs en retraites	- 34		250
Résultat net des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	4 275	4 379	6 097

IV.– Tableau consolidé des flux de trésorerie.

(en milliers d'euros)	Notes	2009	2008	2007
Activités opérationnelles :				
Résultat consolidé après impôt		4 666	4 731	5 869
Charge d'impôt courante		2 826	2 068	2 640
Variation de l'impôt différé par le résultat		270	681	195
Résultat Consolidé avant impôts		7 762	7 480	8 704
Amortissements et dépréciation des immobilisations (net)		6 445	5 868	5 411
Dépréciations d'actifs circulant (net)		49	92	7
Variation des provisions pour risques et autres charges (net)		554	- 75	171
Plus-values de cessions des actifs cédés		164	221	- 1 674
Autres charges et produits calculés (Instruments financiers)		175	586	- 104
Capacité d'autofinancement		12 053	11 423	9 680
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement		- 4 186	- 3 795	12 006
Décassement d'impôt sur les sociétés		- 1 832	- 3 144	- 1 405
Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles		9 131	7 223	23 116
Activités d'investissement :				
Acquisition d'immobilisations		- 5 875	- 7 232	- 12 410
Variation nette des dettes sur immobilisations		42	- 1 049	1 195
Cessions d'éléments de l'actif immobilisé		1	22	5 009
Flux net de trésorerie provenant des opérations d'investissement		- 5 832	- 8 259	- 6 206
Activités de financement :				
Apports en Capital et fonds propres		-	-	1 222
Dividendes versés		- 2 387	- 2 421	- 2 119
Acquisitions d'actions propres		21	- 475	- 1 181
Nouvelles dettes financières		3 009	3 072	5 234
Remboursement des dettes financières		- 2 650	- 3 212	- 5 296
Variation des cessions de créances commerciales	9	- 7 426	459	- 4 775
Flux net de trésorerie provenant des opérations de financement		- 9 433	- 2 577	- 6 915
Variation de périmètre (trésorerie cédée)		0	0	0
Incidence des écarts de conversion		- 2	3	- 10
Variation de la trésorerie		- 6 136	- 3 600	9 985
Trésorerie d'ouverture		958	4 558	- 5 427
Trésorerie de clôture	11	- 5 178	958	4 558

V.– Variation des capitaux propres.

(en milliers d'euros)	Nb d'actions	Capital émis	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves de réévaluation	Résultat consolidé	Capitaux propres
Situation au 31 décembre 2007	913 980	2 742	12 018	-5 751	18 107	135	5 869	33 120
Affectation du résultat 2007					5 869		- 5 869	0
Distribution de dividendes nette					- 2 420			- 2 420
Ecart de conversion					37			37
Attribution d'actions et attribution d'options			238					238
Mouvements sur actions propres				1 203	- 1 703			- 500
Résultat de l'exercice 2008							4 731	4 731
Variation de la juste valeur des instruments financiers						- 389		- 389
Situation au 31 décembre 2008	913 980	2 742	12 256	- 4 548	19 890	- 254	4 731	34 817
Affectation du résultat 2008					4 731		- 4 731	0
Distribution de dividendes nette					- 2 388			- 2 388
Ecart de conversion					- 23			- 23
Attribution d'actions et attribution d'options (note 12.1)			643					643
Mouvements sur actions propres (note 12.3)				299	- 278			21
Résultat de l'exercice 2009							4 666	4 666
Ecart actuariels sur PIDR						- 34		- 34
Variation de la juste valeur des instruments financiers (note 12.4)						- 334		- 334
Situation au 31 décembre 2009	913 980	2 742	12 899	- 4 249	21 932	- 622	4 666	37 368

VI.–Annexe des comptes consolidés

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.
Les montants sont exprimés en milliers d'€.

Préambule.

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2009 sont établis suivant les IFRS (International Financial Reporting Standard) en vigueur au 31 décembre 2009, telles qu'adoptées par l'Union Européenne et telles que publiées par l'IASB.

Les IFRS, telles qu'adoptées par l'Union Européenne, diffèrent sur certains aspects des IFRS publiées par l'IASB. Néanmoins, le Groupe s'est assuré que les informations financières présentées n'auraient pas été substantiellement différentes s'il avait appliqué les IFRS telles que publiées par l'IASB.

Le groupe a appliqué pour la première fois au 1^{er} janvier 2009 :

- la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». L'application de cette norme n'a que très peu d'impacts sur l'information sectorielle fournie dans la mesure où celle-ci était déjà alignée sur les secteurs suivis opérationnellement par le management (cf. note 18).
- La norme IAS1 révisée « Présentation des états financiers ». Le Groupe a opté pour la présentation de deux états distincts : un état détaillant les composantes du résultat net « Compte de résultat consolidé » et un état détaillant les pertes et gains comptabilisés directement en capitaux propres « Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » (cf. note III)

De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 et n'ont pas été appliquées pour la préparation des états financiers consolidés.

Les autres normes, amendements et interprétations IFRS suivants n'ont pas eu d'impact dans les comptes :

- IFRS 2 amendée – Paiement fondé sur des actions ;
- IFRS 3 (révisée) – Regroupement d'entreprises ;
- IAS 23 (révisée) – Coûts d'emprunts ;
- IAS 32 amendée – Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation ;
- Les améliorations aux normes internationales d'information financière de 2008 ;
- IFRIC 12 – Accords de concession de services ;
- IFRIC 13 – Programme de fidélisation clientèle ;
- IFRIC 14 – Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies ;
- IFRIC 16 – Couverture d'un investissement net ;
- IFRS 7 amendée – Instruments financiers : informations à fournir ;
- IAS 39 – Dérivés incorporés.

Note 1.– Informations relatives à l'entreprise.

Cotée sur EuroNext (Compartiment C), Tipiak SA est une société anonyme de Droit français.

L'entreprise détient des positions de leader sur des marchés variés : aides pour cuisiner, accompagnements céréaliers, plats cuisinés surgelés, produits traiteur pâtissier et panification. Elle est positionnée sur des circuits de distribution diversifiés : GMS, circuits spécialisés surgelés, Restauration hors domicile, Industrie et International.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2009 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après « le Groupe »).

Le Conseil d'Administration du 19 mars 2010 a arrêté les comptes annuels consolidés en IFRS et a autorisé la publication des états financiers arrêtés au 31 décembre 2009.

Note 2.– Faits marquants de l'exercice.

Dans un environnement de crise économique et financière, de consommation perturbée par la volatilité des prix alimentaires, de relations avec la Distribution déstabilisées par l'évolution de la législation, l'entreprise a poursuivi sa stratégie de renforcement de ses parts de marchés et de consolidation de ses résultats économiques et financiers tout en accentuant son désendettement :

- Baisse des ventes en valeur, plus ou moins marquée selon les secteurs et les circuits de distribution,
- Poursuite de l'innovation à marque Tipiak et accroissement des investissements publicitaires,
- Renforcement des partenariats avec les distributeurs spécialisés du secteur « froid »,
- Poursuite de l'amélioration des performances économiques liées à l'exploitation,
- Maîtrise de l'endettement : progression de la capacité d'autofinancement, réalisation du programme d'investissements industriels, réduction de l'endettement moyen annuel par la diminution du besoin en fonds de roulement, baisse des frais financiers,

Note 3.– Principales méthodes comptables.

3.1. Présentation des états financiers consolidés.– Les états financiers sont présentés en euros, arrondis au millier d'euros le plus proche. Les méthodes comptables, exposées ci après, ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs qui doivent être enregistrés selon les normes, à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle d'exploitation normale du Groupe, ou à être cédés dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des « Actifs courants ».

Les actifs destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normale, ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, constituent des « Dettes courantes ». Tous les autres actifs et autres dettes sont considérés comme non courants.

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du Groupe, d'exercer un jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

3.2. Principes de consolidation.– Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de celles-ci. Le contrôle est présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Tipiak SA et de ses filiales préparés à la date d'établissement des comptes.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe.

Le Groupe ne comprend aucune entité détenue conjointement qualifiée d'«Entreprise Associée» ou « Coentreprise ».

Les soldes au bilan, les produits et charges internes sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Une liste des filiales est fournie en note 4.

3.3. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition.– L'écart d'acquisition ou goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels, identifiables à la date d'acquisition de la filiale.

Le goodwill ne fait pas l'objet d'un amortissement mais d'une revue de perte de valeur à la fin de chaque exercice ou dès qu'il existe un quelconque indice de perte de valeur, sur la base des cash-flows des unités génératrices de trésorerie (UGT) déterminés lors du plan à trois ans. Les modes de gestion des activités et d'arbitrage de la Direction générale pour la poursuite ou l'arrêt de certaines activités sont déterminés par secteur. Les UGT sont les suivantes : UGT « sec » et UGT « froid ». Le taux d'actualisation, adapté au Groupe, est de 6,07 %. Les cash-flows de la dernière année sont actualisés à l'infini avec une hypothèse de croissance de 2 %. Les tests de dépréciation ont été effectués en décembre 2009 : Il n'a pas été constaté de dépréciation.

La sensibilité des tests de dépréciation à une variation des principales hypothèses a été analysée. Il faudrait un taux d'actualisation de 19,5 % pour l'UGT « sec » et de 8,7 % pour l'UGT « froid », pour que leurs valeurs comptables excèdent leurs valeurs recouvrables.

3.4. Méthode de conversion.— Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou charges.

Les états financiers de la société Tipiak Inc., libellés en dollar US, sont convertis, pour le bilan, au cours du dollar US à la clôture, et au cours approchant le cours de change à la date de l'opération, pour le résultat. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans les capitaux propres.

3.5. Autres actifs incorporels immobilisés.— Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Ils incluent principalement les coûts d'acquisition et de mise en place de licences auprès de tiers, notamment d'utilisation de logiciels. Le coût annuel de maintenance est porté en charges.

3.6. Frais de Recherche et de développement.— Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges. Les dépenses de développement de produits et procédés nouveaux entrant dans des projets individualisés, sont immobilisées lorsque leur recouvrabilité future peut raisonnablement être considérée comme assurée. Toute dépense portée à l'actif est amortie sur la durée attendue des ventes futures issues du projet.

Au cours de l'exercice, il n'a pas été identifié de frais de développement pouvant être portés à l'actif.

3.7. Amortissements et dépréciations des actifs incorporels immobilisés :

— Actifs à durée de vie déterminée : L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

— Ensemble des actifs à durée de vie déterminée ou indéterminée : Les valeurs comptables des actifs incorporels font l'objet d'un test de « Perte de valeur » lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable et au minimum une fois par an pour les goodwills (voir note 3.3).

3.8. Actifs corporels immobilisés.— Les actifs corporels immobilisés sont évalués à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles.

Les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer la construction d'immobilisations ne sont pas immobilisés.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces composantes sont comptabilisées séparément.

Les subventions publiques accordées au Groupe pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont déduites de la valeur comptable de l'actif correspondant et portées au compte de résultat de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue de l'actif.

3.9. Amortissements et dépréciation des actifs corporels immobilisés.— L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « Perte de valeur » lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les durées moyennes d'amortissements retenues sont les suivantes :

Constructions	15 à 30 ans
Installations industrielles	5 à 20 ans
Matériel industriel	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

3.10. Actifs immobilisés destinés à être cédés.— Les actifs destinés à être cédés et effectivement disponibles à la vente sont présentés sur une ligne distincte du bilan dès lors que la cession devient hautement probable. La valeur comptable est alors recouvrable par une vente ou un échange contre d'autres actifs. Un actif destiné à la vente est évalué au montant le plus faible entre sa valeur comptable et sa juste valeur diminuée des coûts de la vente.

3.11. Investissements financiers.— Tous les investissements financiers sont initialement constatés à la juste valeur.

Ensuite, les investissements financiers classés dans les catégories « Détenues à des fins de transaction » ou « Disponibles à la vente », sont évalués à la juste valeur. Les profits et pertes sur investissements financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrés en résultat. Les profits et pertes sur investissements financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en capitaux propres sur une ligne distincte jusqu'à ce que l'investissement financier soit vendu ou sorti d'une autre manière.

La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché publié à la date de clôture pour les investissements financiers activement négociés sur un marché financier organisé. Pour les autres, elle est déterminée par référence à un instrument quasi-identique traité sur un marché, ou par actualisation des flux futurs de trésorerie attendus de l'actif.

Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les investissements financiers sont comptabilisés à leur coût. En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative et durable de la valeur de l'actif), une provision pour dépréciation est constatée par le résultat.

Les autres investissements financiers à long terme destinés à être détenus jusqu'à leur échéance, sont évalués au coût amorti.

3.12. Stocks.— Les stocks sont évalués au prix de revient sauf si la valeur nette de réalisation est plus faible.

Les coûts encourus pour amener et produire les stocks à l'endroit et dans l'état dans lequel ils se trouvent sont comptabilisés de la manière suivante :

- Pour les matières premières et marchandises, il s'agit du coût d'achat selon la méthode du prix moyen pondéré ;
- Pour les produits finis et encours, il s'agit des coûts des matières et de la main d'œuvre directe, d'une quote-part des frais généraux de production, fonction de la capacité normale de production, à l'exclusion du coût des emprunts ;
- La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts d'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

3.13. Capitaux propres et réserves.— Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation de Capitaux propres nette d'impôts. Les actions propres sont déduites du total des Capitaux propres et classées sous la rubrique « Actions propres ». Les dividendes sont comptabilisés en dettes dès qu'ils ont été approuvés par l'assemblée générale des actionnaires.

3.14. Emprunts portant intérêts.— Tous les emprunts portant intérêts sont initialement comptabilisés au coût correspondant à la juste valeur nette des coûts liés à l'emprunt. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en prenant en compte tous les coûts d'émission, toute décote ou prime de remboursement.

3.15. Contrats de location.— Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués. Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis soit sur la durée d'utilité, soit sur la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.16. Avantages du personnel :

— Indemnités de départ à la retraite : Les indemnités de départ à la retraite sont liées aux conventions collectives s'appliquant aux différentes sociétés françaises du Groupe. Il s'agit d'indemnités versées lors du départ en retraite de salariés. Le Groupe provisionne ces engagements en fonction de l'estimation du montant versé à chaque salarié à son départ, actualisé et affecté d'une probabilité de réalisation de l'événement. Les écarts actuariels sont comptabilisés en capitaux propres.

— Médailles du travail : Les médailles du travail sont liées à des accords d'entreprise s'appliquant aux différentes sociétés françaises du Groupe. Il s'agit de gratifications supplémentaires versées, en une fois, aux salariés qui justifient, à date, d'une certaine ancienneté. Le Groupe provisionne leur montant selon la probabilité de présence des bénéficiaires dans le Groupe à la date du versement.

— Régimes complémentaires de retraites : Les régimes sont complémentaires à la pension minimale légale des salariés pour laquelle les sociétés cotisent directement auprès d'un organisme social. Les cotisations sont comptabilisées en charges.

Les régimes à cotisations définies prévoient une cotisation annuelle à une société d'assurance ou fonds de pension. Ils ne donnent pas lieu à engagement de la part du Groupe. Les cotisations annuelles sont comptabilisées en charges.

Les régimes à prestations définies garantissent des ressources contractuelles complémentaires aux pensions légales à certaines catégories de salariés. Le Groupe n'a pas contracté de tels engagements.

— Paiement fondé sur des actions : Le programme d'options sur actions permet aux membres du personnel du Groupe d'acquérir des actions de la société. La juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive.

La juste valeur des droits est évaluée selon la formule de Black et Scholes en tenant compte des termes et conditions définis au moment de l'attribution du plan.

Un plan d'attribution gratuite d'actions a été mis en place suite à la décision du conseil d'administration du 19 juin 2009. Ce plan porte sur un nombre d'actions gratuites de 46 200 titres de la société. Les conditions d'attribution fixent à 2 ans la période d'acquisition, et à 2 ans supplémentaires la période de conservation. Le prix des actions gratuites a été fixé à 49euros, soit la moyenne des vingt derniers cours de bourse précédant l'attribution. La charge totale du plan est amortie sur l'ensemble de la période d'acquisition (2 ans) à partir de la date d'attribution du 19 juin 2009.

3.17. Provisions.— Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation contractuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsque le Groupe attend un remboursement de la provision, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct, s'il est quasi-certain.

3.18. Gestion des risques financiers.

Risque de crédit :

Ce risque concerne essentiellement les créances commerciales qui dans le cas d'impayés généreront une perte financière pour le Groupe. Les créances export en sont exclues puisqu'elles bénéficient d'une assurance-crédit. Le montant des créances irrécouvrables est non significatif. Le poste « créances douteuses » est stable depuis des années, seuls subsistent des dossiers faisant l'objet de procédure judiciaire longue.

Le Groupe a mis en place des procédures internes de gestion du crédit clients et de recouvrement des créances.

Risque de liquidité :

Le Groupe dispose de lignes de crédit de court et moyen terme auprès de banques de première qualité, qui lui permettent de répondre aux besoins de financements de son développement. En 2006, afin de consolider son fonds de roulement, elle a négocié des lignes de crédit moyen terme pour un montant de 14,8 M€, dont les caractéristiques sont adaptées aux besoins de financements futurs. Toutes ces lignes ont été mobilisées. Par ailleurs, une ligne de crédit moyen terme mise en place mi-octobre 2009, d'un montant initial de 3 M€, amortissable trimestriellement, dont l'échéance finale est au 30 septembre 2016, a été mobilisée en 2009.

Un contrat d'affacturage mis en place dans les filiales, offre une capacité de financement du besoin en fonds de roulement d'exploitation adaptée à la forte saisonnalité de l'activité.

Certaines lignes de crédit sont assorties d'une clause de remboursement anticipé. Elles sont soumises au respect de ratios financiers calculés au 31 décembre de chaque année.

Risques de marché :

- Risque de taux d'intérêt

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, swaps de taux d'intérêts et contrats de change à terme, pour se couvrir contre les risques de taux et de change qui découlent des activités d'exploitation.

Les instruments financiers sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur. Ils sont évalués par la suite à la juste valeur. Les écarts sont constatés en résultat, sauf dispositions dérogatoires de la comptabilité de couverture.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées, soit de couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue.

- Risque de change

Le Groupe est peu soumis aux risques de change. Cependant quelques achats et ventes sont effectués en dollars US et GBP. Afin de sécuriser les coûts budgets et limiter le risque de change sur les ventes, le groupe procède à des opérations de couverture à terme sur 50% des montants estimés pour les 12 mois à venir.

Conformément à IFRS 7 révisée, les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur ont été classés en fonction des niveaux de juste valeur précisée par la norme :

- Niveau 1 : la juste valeur correspond à la valeur de marché des instruments cotés sur un marché actif
- Niveau 2 : l'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données observables
- Niveau 3 : l'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données non observables

3.19. Impôts.– Les impôts différés sont comptabilisés suivant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles sauf exceptions existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et leur valeur comptable au bilan.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

3.20. Produits des activités ordinaires.– L'ensemble du chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, net de rabais, remises, ristournes, escomptes financiers et provisions pour retours de marchandises.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable.

3.21. Secteurs opérationnels.– Le groupe dispose de deux secteurs opérationnels à présenter, le secteur « sec » et le secteur « froid ». Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et services rendus. Chaque secteur regroupe les domaines d'activité stratégique qui fabriquent et commercialisent des produits variés sur des marchés différenciés, soit à température ambiante, soit à température dirigée.

Le secteur des produits à température ambiante, le secteur « sec », offre des produits simples ou élaborés, souvent à base de céréales ou de féculés, pouvant accompagner un plat ou intégrer une recette.

Le secteur à température dirigée, le secteur « froid », offre des recettes élaborées surgelées ou réfrigérées, pouvant être consommées à l'apéritif ou à l'occasion d'un repas quotidien ou festif.

Les actifs ou passifs sectoriels sont utilisés ou résultent des activités opérationnelles des deux secteurs. Les actifs et passifs qui n'ont pas pu être alloués sont présentés séparément.

Le Groupe comptabilise les ventes et transferts inter secteurs comme si ces ventes et transferts étaient réalisés avec des tiers hors Groupe, à des prix courants de marché.

Note 4.– Participations et périmètre de consolidation.

En 2009, il n'y a pas eu de modification dans le périmètre de consolidation du Groupe. Toutes les sociétés clôturent leur exercice au 31 décembre.

Sociétés consolidées au 31 décembre 2009	Adresse	Siren	% de détention
Société mère :			
Tipiak SA	Saint-Aignan de Grand-Lieu (Nantes), 44	301 691 655	
Filiales :			
Tipiak Epicerie	Saint-Aignan de Grand-Lieu (Nantes), 44	343 334 488	100
Tipiak Plats Cuisinés Surgelés	Fouesnant, 29	304 992 043	100
Tipiak Traiteur Pâtissier	Malville (Nantes), 44	388 238 842	100
Tipiak Panification	Pont-l'Evêque, 14	338 547 052	100
SCI Gestion Immobilière	Pont-l'Evêque, 14	379 204 704	100
Tipiak Inc	Stamford (USA)		100
Gesnoin España	Madrid		100

Note 5.– Immobilisations incorporelles.

Libellé	Ecart d'acquisition	Brevets et licences	Frais de développement	Divers	Total
Valeur nette comptable à l'ouverture	6 949	689	-	108	7 746
Sorties de périmètre					-
Acquisitions		496		144	640
Diminutions et sorties		- 30			-30
Transferts et reclassements		112		- 112	0
Sorties de périmètre d'amortissements					-
Dotations aux amortissements		- 352			- 352
Diminutions et sorties		30			30
Valeur nette comptable à la clôture	6 949	945	-	140	8 034

Détail des écarts d'acquisition par unité génératrice de trésorerie (UGT) :

Libellé	Valeur de l'écart à l'ouverture	Valeur de l'écart à la clôture
Secteur « Froid »	4 328	4 328
Secteur « Sec »	2 621	2 621
Total	6 949	6 949

Note 6.– Immobilisations corporelles.

Libellé	Terrains et constructions	Installations techniques et outillages	Autres matériels	Acomptes et immobilisations en cours	Total
Valeur nette comptable à l'ouverture dont immobilisations à céder	19 146	25 747	822	633	46 348
Acquisitions	479	3 385	188	1 183	5 235
Diminutions et sorties		- 466	- 75	- 101	- 642
Ecart de conversion					
Transferts et reclassements	141	226	1	-368	0
Dotations aux amortissements	- 1 794	- 4 226	- 163		- 6 183
Diminutions et sorties		416	75		491
Ecart de conversion			- 2		- 2
Amortissement de subventions d'investissement	90				90
Valeur nette comptable à la clôture	18 062	25 082	846	1 347	45 337

Dont biens financés par contrats de crédit-bail :

Libellé	Terrains et constructions	Installations techniques et outillages	Autres	Acomptes et immobilisations en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	17 806				17 806
Valeur nette à l'ouverture	10 474				10 474
Valeur brute à la clôture	17 806				17 806
Valeur nette à la clôture	9 762				9 762
Valeur des paiements futurs	8 607				8 607

Note 7.– Immobilisations financières.

Libellé	Participations non consolidées	Dépôts et cautionnements	Total
Valeur brute comptable à l'ouverture	12	53	65
Entrées		5	5
Sorties		- 16	- 16
Valeur brute comptable à la clôture	12	42	54
Dépréciation constatée			-
Valeur nette comptable à la clôture	12	42	54

Note 8.– Stocks.

Libellé	2009	2008	2007
Matières premières :			
Au coût de revient	5 900	6 255	7 579
Valeur nette de réalisation	5 900	6 255	7 579
En cours de production :			
Au coût de revient	658	493	519
Valeur nette de réalisation	658	493	519
Produits finis :			
Au coût de revient	10 228	8 699	9 373
Valeur nette de réalisation	10 120	8 614	9 308
Dépréciations sur la base de la valeur nette	- 768	- 760	- 712
Valeur totale des stocks au bilan	15 910	14 602	16 694

Note 9.– Clients.

Postes	2009	2008	2007
Clients et comptes rattachés en valeur brute	48 486	54 967	52 111
Effets remis à l'encaissement non échus	-	-	-
Provisions pour créances douteuses	- 159	- 140	- 118
Montant net au bilan	48 327	54 827	51 993

Le Groupe a mis en place, en décembre 2006, un programme de financement par affacturage de ses créances commerciales portant sur l'ensemble des clients à l'exception de l'export. Au 31 décembre 2009, après un dépôt de garantie pour 3 473 K€, le montant des financements effectivement utilisés s'élève à 3 826 K€ et celui des financements disponibles non utilisés à 28 148 K€. Ces créances, conformément aux dispositions d'IAS 39, ne peuvent être comptabilisées comme cédées et sont donc maintenues au bilan. Leur contrepartie en termes de financement est présentée sous la rubrique « Dettes financières court terme » au passif.

Toutes les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

Note 10.– Autres créances.

Postes	2009	2008	2007
Créances sur personnel et organismes sociaux	143	110	99
Créances sur l'état	3 359	7 300	7 747
Autres débiteurs divers	1 967	814	2 780
Charges constatées d'avance	505	707	213
Montant au bilan	5 974	8 931	10 839

Les autres créances présentées ci-dessus ont une échéance inférieure à un an.

Note 11.– Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Libellé	2009	2008	2007
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	7	26	29
Disponibilités à l'actif	3 496	1 315	5 868
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 503	1 341	5 897

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants :

Libellé	2009	2008	2007
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	7	26	29
Disponibilités à l'actif	3 496	1 315	5 868
Concours bancaires	- 8 652	- 297	- 1 255
Intérêts courus	- 29	- 86	- 84
Trésorerie nette à la clôture	- 5 178	958	4 558

Note 12.– Capitaux propres.

12.1. Composition du Capital social.

Le capital social est composé de 913 980 actions de 3 euros de nominal chacune. Le nombre d'actions en circulation a évolué de la manière suivante :

Libellé	Nombre d'actions
Actions en début d'exercice	913 980
Actions émises durant la période (note 12.2)	-
Actions à la fin de l'exercice	913 980

12.2. Information sur les options de souscription et d'achat d'actions.

Le Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 20 mars 2009, a pris la décision de proposer aux bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions de renoncer à leurs options exerçables, moyennant le versement d'une indemnité calculée par option dont le montant serait déterminé plan par plan au vu d'une revalorisation réalisée par un actuair. Cette disposition a été réalisée au cours de l'année et représente une charge comptable de 243 K€.

D'une part, 8 000 options de souscription d'actions en circulation au 31 décembre 2008, ont fait l'objet d'une annulation par renonciation du bénéficiaire au cours de l'année 2009.

D'autre part, les options d'achat en circulation au 31/12/2008 ont évolué au cours de l'année 2009, de la façon suivante :

En circulation au 31/12/2008		Caduques en 2009		Objet de renoncations en 2009		Exercées en 2009		En circulation au 31/12/2009	
Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options
59.00	1 775			59.00	1 775				
59.16	4 000	59.16	200	59.16	3 800				
54.14	3 900	54.14	100	54.14	3 800				
52.05	4 900	52.05	300	52.05	4 600				
63.95	5 650	63.95	400	63.95	5 250				
63.95	4 000			63.95	4 000				
63.95	4 000			63.95	4 000				
75.63	6 250			75.63	4 689			75.63	1 561
75.63	3 500			75.63	3 500				
75.63	4 500			75.63	4 500				
75.54	6 400			75.54	3 200			75.54	3 200
75.54	3 500			75.54	3 500				
75.54	4 500			75.54	4 500				
76.90	6 700	76.90	150	76.90	1 638			76.90	4 912
76.90	3 800			76.90	3 800				
76.90	4 200			76.90	4 200				
65.97	7 700							65.97	7 700
65.97	8 000			65.97	8 000				
68.89	87 275	60.85	1 150	68.31	68 752	-	0	71.69	17 373

Options d'achat	Exercibles au 31/12/2008		Exercibles au 31/12/2009	
	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options
Plan 1998 Tranche 2000	59,00	1 775		
Plan 1998 Tranche 2001	59,16	4 000		
Plan 1998 Tranche 2002	54,14	3 900		
Plan 2003 Tranche 2003-2	52,05	4 900		
Plan 2003 Tranche 2004-1	63,95	5 650		
Plan 2003 Tranche 2004-2	63,95	4 000		
Plan 2004 Tranche 2004-3	63,95	4 000		
Plan 2004 Tranche 2005-1	75,63	4 688	75,63	1 561
Plan 2004 Tranche 2005-2	75,63	3 500		
Plan 2004 Tranche 2005-3	75,63	4 500		
Plan 2005 Tranche 2006-1	75,54	3 200	75,54	1 600
Plan 2005 Tranche 2006-2	75,54	3 500		
Plan 2006 Tranche 2006-3	75,54	4 500		
Plan 2006 Tranche 2007-1	76,90	1 675	76,90	1 638
Plan 2006 Tranche 2007-2	76,90	3 800		
Plan 2007 Tranche 2007-3	76,90	4 200		
Plan 2007 Tranche 2008-2	65,97	8 000	65,97	1 925
Prix d'exercice moyen pondéré	66,33	69 788	73,15	6 724

12.3. Informations sur le plan d'attribution gratuite d'actions.

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale du 19 juin 2009, le Conseil d'administration a décidé l'attribution gratuite de 46 200 actions au prix de 49 € l'action. Les modalités d'attribution prévoient une période d'acquisition des droits de 2 ans de présence et une période de conservation de 2 ans. Cette opération représente une charge comptable sur l'exercice 2009, de 726 k€.

12.4. Opérations réalisées sur les actions propres.

Libellé des opérations	Nombre de titres	Montant
A l'ouverture au 01/01/2009	91 308	4 628
Acquisitions du contrat de liquidité	2 021	105
Cessions du contrat de liquidité	- 2 370	- 126
Dotations aux provisions pour risque		- 605
Reprise de provisions pour dépréciation		327
A la clôture au 31/12/2009	90 959	4 329

La valeur de ces actions propres est portée en moins des capitaux propres consolidés déduction faite des bonus et malus sur cession de propres titres réalisés lors des levées d'option d'achat. Au 31 décembre 2009, la société détient en propre 9,95 % du capital social.

Une dotation aux provisions pour risque relative à l'attribution gratuite d'actions a été effectuée prorata temporis sur la durée d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

12.5. Affectation du résultat 2009 – La variation de la situation nette est présentée au chapitre V. Les états financiers sont présentés avant répartition et ne reflètent pas le dividende qui sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée Générale du 18 juin 2010, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009, de distribuer en 2010, au titre de l'exercice 2009, un dividende de 3,00 € par action.

Note 13.– Endettement financier net.

Tous les emprunts et dettes financières à moyen terme sont libellés en euros. Les avances conditionnées et la part financière du retraitement des contrats de location financement (crédits-bails) sont portées dans ce poste.

Libellé	2009	2008	2007
Emprunts auprès des Etablissements de crédit	18 399	17 927	16 509
Dettes sur financements par contrat de location financement	5 927	6 867	7 382
Autres dettes	148	261	0
Dettes financières moyen terme	24 474	25 055	23 891
Partie courante des emprunts moyen terme	2 513	1 587	2 715
Partie courante sur locations financements	931	893	821
Concours bancaires et dettes rattachées	8 680	383	1 339
Financement lié à l'affacturage des créances (cf. note 9)	3 826	11 252	10 793
Autres dettes et dépôts	122	120	457
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	143	168	125
Dettes financières court terme	16 215	14 403	16 250

13.1. Variation des dettes financières

Libellé	au 01/01/2009	Variation	Nouvel Emprunt	Remboursement	au 31/12/2009
Emprunts auprès d'établissement de crédit	27 403		3 000	- 2 529	27 874
Avances remboursables	420		9	- 120	309
Financement par cession des créances	11 252			- 7 426	3 826
Intérêts courus sur concours bancaires	86	- 57			29
Concours bancaires	297	8 354			8 651
Montant total	39 458	8 297	3 009	- 10 075	40 689

13.2. Analyse par échéance à plus d'un an des dettes financières moyen terme

Echéances	2009	2008	2007
En 2011	4 801	3 431	2 018
En 2012	5 819	4 510	2 962
En 2013	5 531	5 239	4 034
En 2014	5 094	4 931	4 758
Et à plus de 5 ans	3 229	6 944	10 119
Montant total	24 474	25 055	23 891

13.3. Ventilation des emprunts par nature de taux

Libellé	2009	2008	2007
Non soumis à intérêts (Intérêts courus, aides)	413	549	666
Taux variables (voir instruments financiers et couvertures note 13.4)	40 276	38 478	38 629
Taux fixes (< 5 %)	-	431	846
Montant total	40 689	39 458	40 141

Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur des références monétaires, essentiellement l'Euribor.

13.4. Instruments financiers. – Le Groupe utilise des instruments financiers afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux qui découle de son activité industrielle et commerciale. Le Groupe gère son risque de contrepartie en ne s'engageant que sur des opérations avec ses partenaires bancaires.

13.4.1. Risque de change. – Le Groupe utilise des instruments de change pour couvrir les transactions libellées en devises étrangères.

13.4.2. Risque de taux. – Le Groupe utilise des instruments de gestion du risque de taux pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition de la dette entre dette à taux fixe et dette à taux variable (note 13.3).

Les contrats d'échange (« swaps ») de taux d'intérêts permettent au Groupe d'échanger le taux d'une dette contractée en taux variable contre du taux fixe et donc d'emprunter à taux fixe. Le Groupe et sa contrepartie échangent à intervalles prédéterminés la différence entre le taux fixe convenu et le taux variable, calculée sur la base du montant notionnel du swap.

13.4.3. Comptabilisation des couvertures. – Le Groupe classe en couvertures les opérations qui respectent les obligations de IAS 39. Ces opérations sont alors qualifiées :

- de couverture de juste valeur (Fair Value Hedge) : les variations de valeur du dérivé et de l'élément couvert sont enregistrées en résultat sur la même période.

ou

- de couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge) : les variations de valeur de la partie efficace du dérivé sont enregistrées dans les capitaux propres (en réserves).

13.4.4. Liste des instruments financiers de couverture de taux au 31 décembre 2009

Nature	Montant origine	Montant au 31/12	Conditions (Tapiak payeur du fixe)	Date départ	Date échéance	Valeur au 31/12	Couverture au sens IFRS	Impact brut sur résultat	Impact brut sur réserves
Swap	2 571K€	1 179 K€	Euribor 3M contre 2,91%	17 juillet 2006	15 janvier 2010	- 7	Oui		- 9
Swap	5 175 K€	2 533 K€	Euribor 3M contre 2,89%	30 mai 2006	28 février 2010	- 13	Oui		- 3
Swap	4 500 K€	-	Euribor 3M contre 2,93%	30 juin 2006	30 décembre 2009	0	Non	28	
Swap	9 000 K€	-	Euribor 3M contre 3,84 %	30 mars 2010	30 mars 2015	- 405	Oui		- 259
Tunnel (1)	9 000 K€	-	3.7 % <taux < 4.29 %	30 mars 2010	30 décembre 2013	- 356	Non	-212	
Tunnel	11 500 K€	19 000K€	3 % < taux < 3.98 %	30 juin 2008	30 mars 2010	- 109	Non	8	
Swap	5 000 K€	5 000K€	Euribor 3M contre 4,02 %	1 avril 2009	01 avril 2013	- 340	Oui		- 141
Total						- 1 230		- 176	- 412

(1) Le tunnel entoure l'Euribor 6 mois pour un montant progressif semestriel à partir du 30 mars 2007 de 6 500 K€ à 13 000 K€ à l'échéance du 30 mars 2010.

13.5. Covenants bancaires.— Certains emprunts sont assortis de « Covenants », permettant à nos partenaires bancaires de renégocier leurs engagements. Au 31 décembre 2009, le Groupe respecte les covenants ci-dessous.

Capital restant dû fin 2009	Ratios à respecter
2 996	Dettes financières conso à + 1 an / Fonds propres conso < 1 ; si non respect majoration du taux de 0.15 pt
5 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1 ; dettes financières / CAF < 3
4 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1 ; dettes financières / CAF < 3
2 140	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1 ; dettes financières / CAF < 3
3 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1 ; dettes financières / CAF < 4; si non respect majoration du taux de 0.15 pt
2 500	Dettes financières conso à + 1 an/Situation nette comptable<1 ; dettes financières à + 1an / CAF < 3.5 jusqu'au premier amortissement puis 3
19 636	Total des emprunts assortis de « covenants »

Note 14.— Autres dettes et créditeurs.

Toutes les dettes analysées ci-dessous ont une échéance inférieure à un an.

Libellé	2009	2008	2007
Personnel et organismes sociaux	9 295	8 686	8 952
Etat	2 709	2 135	3 272
Autres dettes	605	594	-
Passifs financiers	1 236	559	-
Montant net	13 845	11 974	12 224

Note 15.— Provisions pour avantages au personnel.

Libellé	2009	2008	2007
Indemnités de départ à la retraite	2 076	1 833	1 665
Médailles du travail	373	394	373
Total des provisions pour avantages au personnel	2 449	2 227	2 038

Indemnités de départ à la retraite :

Libellé	2009	2008	2007
I. Actifs financiers de couverture :	Néant	Néant	Néant
Valeur fin d'exercice	-	-	-
II. Provision renseignée au bilan :			
Valeur actuarielle des engagements à couvrir par actifs financiers (dette actuarielle)	2 076	1 833	1 665
Valeur des actifs financiers	-	-	-
Valeur actuarielle engagements non couverts	-	-	-
Gains et pertes actuariels non reconnus	-	-	-
Provision au bilan	2 076	1 833	1 665
III. Composantes de la charge annuelle :			
Coût des services Rendus	228	121	157
Charge d'intérêt sur la dette actuarielle	52	93	70
Rendement attendu des actifs	-	-	-
Gains et pertes actuariels reconnus par le résultat	-	-	-
Charges de l'exercice	280	214	227
IV. Variation des provisions au bilan :			
Début d'exercice	1 833	1 665	1 854
Variation de périmètre	-	-	-
Décassements	- 37	- 46	- 40
Charges de l'exercice	280	214	227
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	-	-	- 376
Provision à la clôture	2 076	1 833	1 665
Principales hypothèses actuarielles :			
Taux d'actualisation	5.0%	5,2%	5,2%
Taux d'inflation	2.3%	2.3%	2.3%
Taux d'augmentation moyen des salaires (avec inflation)	3.05%	3,05%	3.05%
Cumul des écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres	191	243	243
Age départ en retraite :			
Cadres	63 ans	63 ans	63 ans
Non cadres	60 ans	60 ans	60 ans

Note 16.– Tableau de variation des provisions.

Libellé	Avantages du personnel (Cf note 15)	Autres Risques	Total
Valeur brute à l'ouverture	2 227	348	2 575
Dotations	191	74	265
Reprises	-	- 9	- 9
Utilisations	- 21	- 324	- 345
Variations de périmètre	-	-	-
Capitaux propres	52	-	52
Valeur brute au 31/12/2009	2 449	89	2 538

Les « autres risques » portent sur des contentieux en cours.

Note 17.– Garanties, cautions données ou reçues et éventualités.

17.1. Engagements reçus.– Dans le cadre de leur activité, les sociétés du Groupe ont reçu des engagements des partenaires financiers à hauteur de 260 K€. Ils représentent des cautions douanières, crédits documentaires et autres cautions.

Libellé	2009	2008	2007
Avals, cautions, garanties reçues de sociétés non consolidées	-	-	-
Autres engagements reçus	260	349	206
Total des engagements reçus	260	349	206

17.2. Engagements donnés.– Au 31 décembre 2009, le Groupe n'a pas d'engagements donnés à des tiers, en dehors de « covenants » bancaires.

Note 18.– Informations sectorielles.

18.1. Secteurs opérationnels :

Exercice 2009	Secteur « Sec »	Secteur « Froid »	Non affectés	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	56 737	99 056		- 1 172	154 621
Dont ventes externes	55 565	99 056			154 621
Dont ventes inter - secteur	1 172	-		- 1 172	0
Résultat opérationnel	4 433	4 485	-102		8 816
Actifs	40 527	84 142	2 486		127 155
Passifs	19 083	35 656	35 183		89 922
Investissements corporels et incorporels	2 122	2 992	761		5 875
Amortissements / dépréciations	2 217	4 315	-		6 532
Effectif en équivalent temps plein	252	832	40		1 124

- les passifs « non affectés » correspondent principalement au financement des activités du Groupe.

Exercice 2008	Secteur « Sec »	Secteur « Froid »	Non affectés	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	59 866	103 919		- 952	162 833
Dont ventes externes	58 914	103 919			162 833
Dont ventes inter - secteur	952	-		- 952	0
Résultat opérationnel	4 735	5 772	- 27		10 480
Actifs	52 393	79 017	2 470		133 880
Passifs	27 732	36 625	34 828		99 185
Investissements corporels et incorporels	2 031	4 392	809		7 232
Amortissements / dépréciations	2 066	4 147	-		6 213
Effectif en équivalent temps plein	248	904	39		1 191

- les passifs « non affectés » correspondent principalement au financement des activités du Groupe.

Exercice 2007	Secteur « Sec »	Secteur « Froid »	Non affectés	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	53 138	102 469		- 807	154 800
Dont ventes externes	52 331	102 469			154 800
Dont ventes inter - secteur	807	-		- 807	0
Résultat opérationnel	4 725	4 540	1 612		10 875
Actifs	47 585	82 048	8 827		138 460
Passifs	30 464	41 824	32 525		104 813
Investissements corporels et incorporels	3 136	8 170	1 439		12 745
Amortissements / dépréciations	1 896	3 848	-		5 744
Effectif en équivalent temps plein	244	964	36		1 244

- Le résultat opérationnel « non affecté » correspond au résultat de la cession des actifs immobiliers du site de Saint-Herblain.

- Les passifs « non affectés » correspondent au financement des activités du Groupe.

18.2. Informations géographiques :

Exercice 2009	France	Export	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	140 916	13 705	-	154 621
Actifs sectoriels	126 234	921	-	127 155
Investissements corporels et incorporels	5 875	-	-	5 875

Exercice 2008	France	Export	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	147 626	15 207	-	162 833
Actifs sectoriels	133 025	855	-	133 880
Investissements corporels et incorporels	7 232	-	-	7 232

Exercice 2007	France	Export	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	140 307	14 493	-	154 800
Actifs sectoriels	137 583	877	-	138 460
Investissements corporels et incorporels	12 745	-	-	12 745

Note 19.– Personnel.

- Tableau des effectifs par statut au 31 décembre :

Catégories	2009	2008	2007
Cadres	139	132	120
Agents de maîtrise	92	92	81
Techniciens	10	-	-
Employés	98	98	102
Agents de production	582	606	606
Effectif total au 31 décembre	921	928	909
dont contrats à durée déterminée	43	90	55
Effectif moyen annuel en équivalent temps plein (intérim compris)	1 124	1 191	1 244

- Détail des frais de personnel :

Libellé	2009	2008	2007
Salaires et traitements	30 395	30 484	29 954
Charges sociales et formation	12 578	11 721	11 676
Impôts et taxes sur rémunérations	873	938	866
Personnel extérieur	3 035	3 939	3 963
Avantages aux personnels donnant lieu à des provisions	170	188	189
Rémunérations en actions	643	238	347
Participation et intéressement	950	898	1 341
Total des frais de personnel	48 644	48 406	48 336

- Rémunérations des principaux dirigeants :

Libellé	2009	2008	2007
Avantages du personnel à court terme	1 314	1 118	934
Avantages postérieurs à l'emploi	490	388	348
Indemnités de fin de contrat de travail	650	540	431
Paiement fondé sur les actions	498	190	261
Total	2 953	2 236	1 974

- Transactions avec les principaux Dirigeants et Mandataires sociaux :

Administrateur	Poste	2009	2008	2007
Société Maison GROULT	Honoraires	-	-	11

Il a été mis fin, avec effet au 1^{er} janvier 2008, au contrat de prestation pour la recherche et la promotion des produits à base de tapioca entre la société Maison GROULT et la société TIPIAK.

Aucune transaction n'a été réalisée avec les dirigeants du groupe en 2009.

Note 20. – Résultat financier.

Libellé	2009	2008	2007
Charge d'intérêts brute	1 240	2 171	2 227
(dont escomptes financiers accordés)	(114)	(243)	(270)
Différences positives ou négatives de change	- 64	35	72
Charges ou produits (-) sur valorisations des instruments financiers non classés comme instruments de couverture	175	586	- 104
Revenus sur créances et autres produits financiers	- 17	- 1	- 24
Charge financière nette	1 334	2 791	2 171

Note 21.– Impôts sur les résultats et impôts différés.

21.1. Charge d'impôts.– Toutes les sociétés consolidées, à l'exception de la société Tipiak Inc., ont opté pour le régime d'intégration fiscale. Le résultat fiscal consolidé est établi en conséquence.

Les impôts différés, déterminés suivant la méthode du « Report variable », proviennent des différences temporaires qui résultent d'opérations déjà réalisées par l'entreprise, ayant des conséquences fiscales positives ou négatives, autres que celles déjà prises en compte pour le calcul de l'impôt exigible et appelées à se manifester par une différence future entre le résultat fiscal et le résultat comptable de l'entreprise. De telles différences futures apparaissent lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale.

Libellé	2009	2008	2007
Charge d'impôts courants	- 2 546	- 2 277	- 2 640
Produit ou (charge) d'impôts différés	- 270	- 681	- 195
Charge nette d'impôts	- 2 816	- 2 958	- 2 835

21.2. Justification de l'impôt de l'exercice :

Libellé	2009	2008
Impôts sur les résultats fiscaux français	- 2 454	- 2 025
Complément d' IS 1994	- 26	- 209
Impôts à l'étranger	- 66	- 43
Impôts différés (voir note 21.3)	- 270	- 681
Charges d'impôt sur le résultat consolidé	- 2 816	- 2 958
Effets de la différence permanente entre résultat consolidé et résultats sociaux	357	130
Taxation de résultats de société étrangère à des taux différents	- 4	- 4
Incidence des variations de taux (report variable)	-	-
Incidence de la réduction du taux d'IS sur la plus value de cession	-	-
Complément d' IS 1994	26	209
Impôt théorique (*)	- 2 437	- 2 623

(*) Impôt calculé au taux de 32,57 %, correspondant au taux légal de 33,33 % et à l'application de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %. Ce taux est appliqué au résultat brut comptable de 7 482 K€.

21.3 - Impôts différés.— Les sources d'impôts différés au 31 décembre sont les suivantes :

Libellé	2009	2008	2007	Variation ayant un impact sur le résultat	Variation ayant un impact sur les réserves ou autres
Impôts différés actifs :					
Liés à des différences temporelles	392	353	409		
Liés à la provision pour départs à la retraite	699	613	557		
Instruments financiers	413	187	-		
Autres impôts différés	10	14	19		
Compensation	- 1 498	- 1 147	- 963		
Total des impôts différés actifs	16	20	22	- 4	-
Impôts différés passifs :					
Liés à des différences temporelles					
Instruments financiers	-	-	204		
Provision pour dépréciation propres titres	663	570	-		
Amortissements dérogatoires	4 119	3 620	3 027		
Autres provisions réglementées	144	176	176		
Juste valeur des immobilisations et activation des locations	1 957	2 115	2 425		
Autres impôts différés	109	77	60		
Compensation	- 1 498	- 1 147	- 963		
Total des impôts différés passifs	5 494	5 411	4 929	- 266	+ 183
Total impôts différés nets et variations	5 478	5 391	4 907	- 270	+ 183

Les variations d'impôts différés qui n'affectent pas le résultat concernent la valorisation des instruments financiers portées en réserves.

Note 22.— Autres charges externes.

Libellé	2009	2008	2007
Energie, produits consommables et maintenance	9 120	9 719	9 330
Transport et logistique	8 299	8 849	8 131
Campagnes de publicité	2 607	2 295	2 378
Frais études et recherches, documentation	1 631	1 831	1 742
Locations simples	2 118	2 090	1 620
Assurances	709	633	694
Honoraires	1 131	1 095	968
Frais de déplacements	726	788	775
Frais postaux et télécommunications	410	424	382
Autres	1 087	1 418	1 308
Montant net	27 838	29 142	27 328

Note 23.– Autres produits et charges.

Libellé	2009	2008	2007
Cessions d'immobilisations (*)	2	-	1 495
Indemnités, refacturations diverses	91	54	104
Reprise provisions pour charges	-	-	-
Subventions d'exploitation	103	77	55
Autres produits divers	14	19	17
Total autres produits	210	150	1 671
Cessions d'immobilisations	-152	-199	-
Jetons de présence	- 180	- 180	- 120
Pertes sur créances irrécouvrables	- 2	- 18	- 4
Dotation aux provisions pour charges	-	-	-
Autres charges	- 215	- 160	- 279
Total autres Charges	- 549	- 557	- 403

* Cession fin 2007 du site administratif et industriel de Saint-Herblain (44).

Note 24.– Résultat par action.

Libellé	2009	2008	2007
Résultat net part du Groupe (en milliers d'euros)	4 666	4 731	5 869
Nombre d'actions en circulation	913 980	913 980	913 980
Résultat net par action (en euros)	5,67	5,74	7,16
Effet dilutif des attributions d'actions gratuites et options de souscription	46 200	6 086	12 156
Résultat dilué par action (en euros)	5,37	5,69	7,06

Note 25.– Gestion du risque financier.

- Clients et comptes rattachés

Postes	2009	2008	2007
Clients et comptes rattachés en valeur brute	48 486	54 967	52 111
Provisions pour créances douteuses	- 159	- 140	- 118
Montant net au bilan	48 327	54 827	51 993
Créances échues au 31 décembre	1 062	961	1 094
(dont créances export)	(396)	(400)	(645)
% des créances échues sur créances mobilisables	2,18%	1,71%	2,11%

Les délais de paiement moyen des créances clients varient entre 48 et 57 jours selon les secteurs d'activité.
Le montant de la dotation aux provisions pour créances douteuses s'élève à 20 k€ en 2009 et 35 K€ en 2008.

- Autres risques :

Libellé	31/12/2009	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Placement détenu jusqu'à échéance	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente
Autres titres de participation	54				54
Créances clients	48 327			48 327	
Autres débiteurs (1)	5 974			5 974	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 503				3 503
Libellé	31/12/2009	Risque de crédit	Risque de liquidité	Risque de taux	Risque de change
Autres titres de participation	54	54			
Créances clients	48 327	46 721			
Autres créances	5 974	5 974			
Disponibilités	3 503	3 503			
Fournisseurs et comptes rattachés	- 27 221		- 27 221		
Dettes fiscales et sociales	- 12 004		- 12 004		
Crédit bail	- 6 858		- 6 858		
Emprunts auprès des établissements de crédit	- 20 912		- 20 912		
Concours bancaires	- 8 680		- 8 680		
Autres emprunts	- 3 826		- 3 826		

(1) hors instruments dérivés (cf note 13.4)

Libellé	31/12/2008	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Placement détenu jusqu'à échéance	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente
Autres titres de participation	65				65
Créances clients	54 827			54 827	
Autres créances (1)	8 931			8 931	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 341				1 341
Libellé	31/12/2008	Risque de crédit	Risque de liquidité	Risque de taux	Risque de change
Autres titres de participation	65	65			
Créances clients	54 827	52 520			
Autres créances	8 931	8 931			
Disponibilités	1 341	1 341			
Fournisseurs et comptes rattachés	- 39 645		- 39 645		
Dettes fiscales et sociales	- 10 826		- 10 826		
Crédit bail	- 7 760		- 7 760		
Emprunts auprès des établissements de crédit	- 19 108		- 19 108		
Concours bancaires	- 383		- 383		
Autres emprunts	- 11 252		- 11 252		

(1) hors instruments dérivés (cf note 13.4)

- Risques de change :

Libellé	Au 31/12/2009	
	Devise USD	Devise GBP
Créances commerciales	76	177
Dettes fournisseurs	- 366	-
Trésorerie	- 4	11
Exposition bilancielle brute	- 294	188
Ventes prévisionnelles estimées	2 293	880
Achats prévisionnels estimés	- 2 500	- 79
Exposition brute	- 207	801
Contrats de change à terme	-	- 300
Exposition nette	- 501	689

Libellé	Au 31/12/2008	
	Devise USD	Devise GBP
Créances commerciales	67	147
Dettes fournisseurs	- 347	- 1
Trésorerie	- 27	165
Exposition bilancielle brute	- 307	311
Ventes prévisionnelles estimées	2 319	1 210
Achats prévisionnels estimés	- 3 149	- 94
Exposition brute	- 830	1 116
Contrats de change à terme	620	-600
Exposition nette	- 517	827

- Niveau de juste valeur selon la hiérarchie de la norme IFRS 7 :

Au 31/12/2009	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers dérivés	-	-	-	-
Passifs financiers dérivés	-	1 236	-	1 236

Au 31/12/2008	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers dérivés	-	-	-	-
Passifs financiers dérivés	-	559	-	559



KPMG Audit
15, rue du Professeur Jean Pecker
C.S. 14217
35042 Rennes Cedex
France

Atlantique Révision Conseil

52, rue Jacques Yves Cousteau
BP 743
85018 La Roche-sur-Yon Cedex

Tipiak S.A.

Siège social : D2A Nantes Atlantique - 44680 Saint-Aignan-de-Grand-Lieu
Capital social : €.2 741 940

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Tipiak S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Préambule » aux états financiers qui expose un changement de méthode comptable concernant la première application des normes IFRS 8 et IAS 1 révisée.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La société procède, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 3.3 et 5 aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 3.3 et 5 donnent une information appropriée.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Rennes, le 30 avril 2010

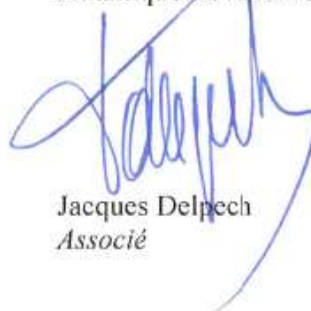
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Vincent Broyé
Associé

La Roche-sur-Yon, le 30 avril 2010

Atlantique Révision Conseil



Jacques Delpech
Associé

COMPTES SOCIAUX TIPIAK SA

I.– Bilan au 31 décembre 2009 (avant répartition).
(en euros)

Actif	Notes	2009			2008
		Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
Capital souscrit non appelé					
<u>Immobilisations incorporelles</u>					
Frais d'établissement					
Frais recherche et développement					
Concessions, Licences, Brevets,...		3 561 415	2 688 537	872 878	562 817
Fonds commercial (1)		227 149	227 149	0	0
En cours, Avances et acomptes		130 722		130 722	111 849
<u>Immobilisations corporelles</u>					
Terrains et aménagements		397 759	72 885	324 874	273 125
Constructions		4 652 546	3 254 733	1 397 813	1 500 312
Installations techniques, Matériel et Outillage		19 720	8 081	11 639	13 929
Autres immobilisations corporelles		842 429	694 503	147 926	158 549
Immobilisations en cours		30 295		30 295	66 995
Avances et acomptes		450		450	450
<u>Immobilisations financières (2)</u>					
Participations		31 749 661	3 811 226	27 938 435	27 938 435
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés		458		458	458
Prêts					
Autres immobilisations financières		16 253		16 253	11 023
Total actif immobilisé	1	41 628 857	10 757 114	30 871 743	30 637 942
<u>Stocks et en-cours</u>		-		-	-
<u>Avances et acomptes versés sur commandes</u>					
<u>Créances (3)</u>	2				
Clients et comptes rattachés		2 712 874	82 657	2 630 217	2 590 025
Autres créances		18 452 877		18 452 877	15 534 729
<u>Valeurs mobilières de placement</u>	3	5 846 509	881 707	4 964 802	4 640 911
<u>Disponibilités</u>		139 525		139 525	206 599
<u>Charges constatées d'avance (3)</u>	4	420 937		420 937	607 925
Total actif circulant		27 572 722	964 364	26 608 358	23 580 189
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Écarts de conversion actif	9	69		69	753
Total général		69 201 648	11 721 478	57 480 170	54 218 884
(1) dont droit au bail.				-	-
(2) dont à moins d'un an.				-	-
(3) dont à plus d'un an.				-	-

I.– Bilan au 31 décembre (avant répartition) suite
(en euros)

Passif	Notes	2009	2008
<u>Capital social</u> (dont versé 2 741 940 €)	5	2 741 940	2 741 940
<u>Primes d'émission, de fusion, d'apport</u>		10 946 381	10 946 381
<u>Réserves</u>			
Réserve légale (1)		274 194	274 194
Réserves réglementées (1)		0	0
Autres réserves		648 450	648 450
<u>Report à nouveau</u>		11 557 106	11 339 057
<u>Résultat de l'exercice</u>		4 293 907	2 605 603
<u>Subventions d'investissements</u>		245 742	265 428
<u>Provisions réglementées</u>	6	363 721	253 295
Total capitaux propres		31 071 441	29 074 348
<u>Provisions pour risques et charges</u>	7	636 783	237 928
Emprunts et dettes, établissements de crédit (2)		22 950 002	22 486 271
Emprunts et dettes financières diverses (3)		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		975 840	912 719
Dettes fiscales et sociales		1 621 241	1 267 053
Autres dettes		87 500	50 000
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		137 298	190 565
<u>Produits constatés d'avance</u>		0	0
Total dettes	8	25 771 881	24 906 608
<u>Écarts de conversion passif</u>	9	65	0
Total général		57 480 170	54 218 884
(1) dont réserves réglementées des plus-values à long terme		-	-
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		1 956 081	2 834 013
(3) dont emprunts participatifs		-	-

II.– Compte de résultats au 31 décembre 2009
(en euros)

	Notes	2009	2008
Montant net du chiffre d'affaires	11	8 526 555	10 317 684
Production stockée		0	0
Production immobilisée			
Reprises amortissements, provisions, transferts de charges	12	1 356 803	666 302
Subventions d'exploitation		28 648	0
Autres produits		3 008 119	1 131 891
Total produits d'exploitation		12 920 125	12 115 877
Achats matières premières et autres approvisionnements		73 646	118 190
Variation des stocks (matières premières et approvisionnements)		0	0
Autres achats et charges externes	13	4 125 675	4 065 676
Impôts, taxes et versements assimilés		617 156	448 653
Salaires et traitements	14	2 835 216	2 068 713
Charges sociales		963 881	949 912
Dotations aux amortissements et provisions :			
Sur immobilisations, dotations aux amortissements		431 004	364 721
Sur immobilisations, dotations aux provisions		0	0
Sur actif circulant, dotations aux provisions		0	0
Pour risques et charges, dotations aux provisions		609 509	3 500
Autres charges		185 760	209 209
Total charges d'exploitation		9 841 847	8 228 574
Résultat d'exploitation		3 078 278	3 887 303
Produits financiers de participations (3)		2 611 631	1 314 446
Produits autres valeurs mobilières, créances de l'actif immobilisé		0	13 208
Autres intérêts et produits assimilés (3)		278 475	529 291
Reprises sur provisions et transferts de charges		327 898	35 945
Différences positives de change		115 347	98 232
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		9 649	1 547
Total produits financiers		3 343 000	1 992 669
Dotations financières aux amortissements et provisions		69	1 709 556
Intérêts et charges assimilées (4)		886 734	855 483
Différences négatives de change		91 140	149 358
Total charges financières		977 943	2 714 397
Résultat financier	15	2 365 057	-721 728
Résultat courant avant impôts		5 443 335	3 165 575

II.– Compte de résultats (suite) (en euros)

	Notes	2009	2008
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		20 797	22 623
Produits exceptionnels sur opérations en capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges		227 670	606 954
Total produits exceptionnels		248 467	629 577
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		8 810	27 676
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		101 258	264 428
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		128 921	288 353
Total charges exceptionnelles		238 989	580 457
Résultat exceptionnel	16	9 478	49 120
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	14	31 609	51 961
Impôts sur les bénéfices	17	1 127 297	557 131
Total des produits (1)		16 511 592	14 738 123
Total des charges (2)		12 217 685	12 132 520
Bénéfice		4 293 907	2 605 603
<i>(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs</i>		-	-
<i>(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs</i>		-	-
<i>(3) dont produits concernant les entreprises liées</i>		2 887 664	1 843 737
<i>(4) dont charges concernant les entreprises liées</i>		-	-

III.- Projet d'affectation du résultat.

L'affectation du résultat proposé est conforme à la loi et à nos statuts :

Bénéfice net de l'exercice	4 293 907 €
Report à nouveau	11 557 106 €
A la réserve légale	0 €
Aux actionnaires, à titre de dividendes, à concurrence de	2 741 940 €
Le solde en « report à nouveau », soit	13 109 073 €
Le dividende revenant à chaque action est ainsi fixé à	3,00 €

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1er juillet 2010.

Il est précisé que, lors de leur mise en paiement, les dividendes correspondant aux actions détenues par la société seront déduits du dividende global et affectés en «report à nouveau ».

Nous vous rappelons que, pour les trois exercices précédents, le montant du dividende versé par action a été le suivant :

Exercice	Dividende par action (en €)	Abattement (1)
2008 (versé en 2009)	2,90	40 %
2007 (versé en 2008)	2,90	40 %
2006 (versé en 2007)	2,64	40 %

(1) A compter du 1^{er} janvier 2006, le dividende ouvre droit aux actionnaires personnes physiques à l'abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant.

IV.– Annexe des comptes sociaux

Préambule.

La société Tipiak SA, maison mère du Groupe Tipiak, est cotée sur EuroNext (Compartiment C).

Le Groupe détient des positions de leader sur des marchés variés : aides-culinaires, accompagnements céréaliers, plats cuisinés surgelés, produits traiteur-pâtissier, panification. Il emploie 921 personnes réparties dans le grand Ouest sur sept sites industriels rattachés à deux secteurs, le secteur « sec » et le secteur « froid » regroupant chacun, respectivement, les pôles d'activité « Epicerie » et « Panification » et les pôles « Plats Cuisinés Surgelés » et « Traiteur Pâtissier ».

- Pôle Epicerie : Saint-Aignan de Grand-Lieu (44)
- Pôle Panification : Pont l'Évêque (14)
- Pôle Traiteur Pâtissier : Saint-Herblain (44), Malville (44), Pont-Château (44)
- Pôle Plats Cuisinés Surgelés : Fouesnant (29), Marans (17)

L'appréciation économique et financière du Groupe Tipiak doit être faite à partir des comptes consolidés du Groupe.

Les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2009, ont été établis dans le respect des principes et méthodes retenus par le Code de commerce, du décret du 29 novembre 1983, ainsi que du plan comptable général (règlement CRC 99.03). Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses fondamentales de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

Les données chiffrées communiquées dans l'annexe sont en milliers d'euros.

Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

La société a poursuivi son activité de prestataire de services au profit de ses filiales.

Un plan d'attribution gratuite d'actions a été mis en place suite à la décision du conseil d'administration du 19 juin 2009. Ce plan porte sur un nombre d'actions gratuites de 46 200 titres de la société. Les conditions d'attribution fixent à 2 ans la période d'acquisition, et à 2 ans supplémentaires la période de conservation.

A date, il n'existe, à la connaissance de l'entreprise, aucun événement postérieur à la clôture des comptes, aucun fait exceptionnel, ni aucun litige susceptible de modifier ou d'affecter de manière significative, les résultats ou la situation financière de la société.

Note 1.– Actif immobilisé.

1.1. Immobilisations incorporelles.– Les fonds commerciaux, licences, brevets et autres immobilisations incorporelles acquis, sont enregistrés au coût d'achat. Ils sont amortis linéairement sur une durée maximale de 10 ans. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement en fonction de leur durée de vie économique estimée ; les logiciels informatiques sont ainsi amortis sur une durée comprise entre 3 et 5 ans. Les frais de dépôts de marques font l'objet d'une provision lorsque la marque est protégée et non utilisée. Les amortissements de dépréciation retenus pour la détermination du résultat courant sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

1.2 Immobilisations corporelles.– Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements de dépréciation retenus pour la détermination du résultat courant sont calculés selon le mode linéaire. Les biens bénéficiant du régime dégressif ont donné lieu à la comptabilisation d'amortissements dérogatoires pour la partie excédant l'amortissement linéaire.

Les amortissements de dépréciation retenus pour la détermination du résultat courant sont calculés sur la durée réelle d'utilisation :

Constructions	15 à 20 ans
Matériels et installations industriels	5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

1.3. Participations et autres titres ou créances immobilisées.– Les immobilisations financières correspondent à la valeur brute des titres de participation pour leur valeur historique d'acquisition, dans des sociétés consolidées ou non, aux « Dépôts et cautionnements » et à divers prêts.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque sa valeur d'inventaire ou d'utilité est inférieure à sa valeur d'inscription à l'actif.

1.4. Variations des immobilisations

Postes	Valeur au 31/12/2008	Entrées	Sorties	Valeur au 31/12/2009
Fonds de commerce	227			227
Autres immobilisations incorporelles (1)	3 034	527		3 561
Immobilisations en cours	112	19		131
Total immobilisations incorporelles	3 373	546		3 919
Terrains	342	56		398
Constructions	4 592	61		4 653
Installations techniques, matériel et outillage	20			20
Autres immobilisations	809	34		843
Immobilisations en cours	67	64	101	30
Total immobilisations corporelles	5 830	215	101	5 944
Participations (note 1.6)	31 750			31 750
Créances rattachées à des participations	0			0
Autres titres immobilisés	0			0
Dépôts et cautionnements	11	5		16
Total immobilisations financières	31 761	5		31 766
Total actif immobilisé	40 964	766	101	41 629

(1) Les « autres immobilisations incorporelles » correspondent principalement aux progiciels informatiques.

1.5. Variation des amortissements et provisions :

Postes	au 31/ 12/2008	Dotations	Diminutions	au 31/12/2009
Fonds de commerce	227			227
Autres immobilisations incorporelles	2 472	217		2 689
Sur immobilisations incorporelles	2 699	217		2 916
Terrains	69	4		73
Constructions	3 091	164		3 255
Installations techniques	6	2		8
Autres immobilisations	650	44		694
Sur immobilisations corporelles	3 816	214		4 030
Participations (note 1.6)	3 811			3 811
Autres titres immobilisés	-			-
Dépôts et cautionnements	-			-
Sur immobilisations financières	3 811			3 811
Total amortissements et provisions	10 326	431		10 757

1.6. Liste des filiales et participations

Filiales et participations à 50 %	Tipiak Epicerie SAS	Tipiak Plats Cuisinés Surgelés SAS	Tipiak Traiteur- Pâtissier SAS	Tipiak Panification SAS	Tipiak Inc (en KUSD)
Capital social	1 282	731	336	1 000	1
Capitaux propres incluant capital social et résultat (avant répartition)	9 397	6 037	12 675	6 571	859
Quote-part du capital détenu	100 %	100 %	100%	100%	100 %
Valeur comptable des titres détenus					
Brute	2 177	18 996	3 810	6 678	1
Nette	2 177	15 185	3 810	6 678	1
Prêts et avances, comptes courants	2 821	6 941	7 718	615	-
Montant cautions et avals	-	-	762	-	-
Résultat de la dernière situation (1)					
Dividendes encaissés au cours de l'exercice par la société	1 121	-	1 470	-	-
CA net facturé (HT) de l'exercice écoulé	55 161	56 368	52 875	13 721	3 431

(1) Pour des raisons de confidentialité commerciale, les résultats des sociétés ne sont pas fournis.

1.7. Immobilisations financées par crédits-bails :

Crédits-bails immobiliers	2009	2008
Valeur d'origine	13 319	12 906
Nouveaux contrats	-	413
Redevances payées :		
Sur exercices antérieurs	9 676	8 495
Au cours de l'exercice	1 002	1 181
Redevances restant à payer (1) :		
A un an	1 162	1 177
A plus d'un an et 5 ans au plus	4 523	4 612
A plus de 5 ans	2 273	3 558
Valeur résiduelle	171	171
Montant pris en charge dans l'exercice	1 002	1 181
Amortissements qui auraient été pratiqués en cas d'acquisition :		
Cumul des exercices antérieurs	5 883	5 222
Dotation de l'exercice	667	661
Cumul au terme de l'exercice	6 550	5 883

(1) Le montant des redevances de certains contrats, indexés sur du taux variable, évolue en fonction des taux

Note 2.– Créances.

Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable :

Postes	2009	2008
Clients, comptes ordinaires	2 629	2 589
Clients, créances douteuses	84	84
Clients, effets à recevoir	-	-
Effets remis à l'encaissement, non échus	-	-
Provisions sur créances douteuses	- 83	- 83
Clients et comptes rattachés	2 630	2 590
Créances détenues sur l'Etat	88	270
Créances sociales	3	2
Autres débiteurs divers	18 362	15 263
Provisions	-	-
Autres créances	18 453	15 535
Total des créances nettes	21 083	18 125

Toutes les créances ont une échéance inférieure à 1 an. Les « autres débiteurs divers » concernent des avances en compte - courant au sein du Groupe (16 608 K€), des créances liées à l'intégration fiscale (1 607 K€) et à diverses créances (147 K€).

Note 3.– Valeurs mobilières de placement.

Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Les provisions éventuelles sont déterminées par comparaison entre cette valeur et les cours moyens de décembre pour les titres cotés ou la valeur de marché à la date de clôture de l'exercice pour les autres titres.

Au 31 décembre 2009, la société détient 44 045 actions propres pour un montant de 3 503 K€ répondant au critère de classement en « valeurs mobilières de placement ». La valeur moyenne comptable par action ressort à 79,54 €. Le cours de cotation moyen de décembre 2009 s'élève à 59,52 €. Il a été constaté une reprise de provision pour dépréciation d'un montant de 318 K€. La société détient également, à travers un contrat de liquidité passé avec un animateur de marché, 714 autres actions propres pour un montant de 42 K€.

D'autre part, 46 200 actions propres sont affectées au plan d'attribution gratuite d'actions. Ces titres sont désormais présentés à la valeur nette comptable du 19 juin 2009 (49 €), soit la moyenne des vingt derniers cours de bourse précédant la date d'attribution.

Note 4.– Comptes de régularisation.

Le poste « Charges constatées d'avance » (421 K€) est relatif aux charges d'exploitation imputables sur le prochain exercice.

Note 5.– Capital social.

Au 31 décembre, le capital social s'établit à 2 741 940 € entièrement libéré.

Libellé	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital au 1 ^{er} janvier 2009	913 980	3 €
Actions émises pendant l'exercice :		
Par augmentation de capital	-	-
Par division du nominal	-	-
Par levées d'options de souscription	-	-
Actions composant le capital au 31 décembre 2009	913 980	3 €

Au 31 décembre 2009, la société détient au total 90 959 actions propres (dont les titres détenus dans le contrat de liquidité), soit 9,95 % capital social, classées en valeurs mobilières de placement (note 3).

Variation des capitaux propres avant subventions et provisions réglementées (note 6) :

Libellé	Capital	Primes	Réserve légal	Réserves réglementées	Autres réserves	Report	Résultat	Capitaux propres
Au 1^{er} Janvier 2009	2 742	10 946	274	0	648	11 340	2 606	28 556
Affectation-Distribution						217	- 2 606	- 2 389
Augmentation de capital								
Résultat net 2009							4 294	4 294
Au 31 décembre 2009	2 742	10 946	274	0	648	11 557	4 294	30 461

Le Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 20 mars 2009, a pris la décision de proposer aux bénéficiaires d'options de souscription et/ou d'achat d'actions de renoncer à leurs options exerçables, moyennant le versement d'une indemnité calculée par option dont le montant serait déterminé plan par plan au vu d'une revalorisation réalisée par un actuair. Cette disposition a été réalisée au cours de l'année et représente une charge comptable de 173 K€. Au 31 décembre 2009, le solde des options attribuées antérieurement et pouvant être levées est de 17 373 options d'achat.

Note 6.– Provisions réglementées.

Poste	Au 31/12/2008	Dotations	Reprises	Au 31/12/2009
Amortissements dérogatoires	253	129	18	364

Note 7.–Provisions pour risques et charges.

Libellé	Au 31/12/2008	Dotations	Reprises		Au 31/12/2009
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour risques de change	-				-
Provisions pour « Médailles du travail »	29	4	1		32
Provisions pour risque	209	605	209		605
Montant des provisions	238	609	210		637

Au 31 décembre 2009, il est constaté une provision de 605 K€ représentative de l'obligation de livrer des titres dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions, au prorata de la période d'acquisition de 2 ans.

Note 8.–Informations sur les dettes.

Toutes les dettes sont libellées en Euros.

Libellé	Montant	A moins d'un an	D'un an et moins 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit	22 950	4 552	17 349	1 049
Dont concours bancaires courants et intérêts courus	2 039	2 039		
Autres dettes financières				
Compte courants des filiales				
Dettes d'exploitation				
Fournisseurs et comptes rattachés	976	976		
Dettes fiscales et sociales	1 621	1 621		
Autres dettes d'exploitation	88	88		
Dettes sur immobilisations	137	137		
Total des dettes	25 772	7 374	17 349	1 049

Engagements sur les emprunts et dettes financières moyen terme :

Certains emprunts sont assortis de « covenants », permettant à nos partenaires financiers de renégocier leur engagement. Les ratios ci-dessous sont calculés annuellement au 31 décembre. Au 31 décembre 2009, la société respecte les covenants ci-dessous.

Capital restant dû fin 2009 (en K€)	Ratios à respecter
2 996	Dettes financières conso à + 1an / Fonds propres conso < 1, sinon majoration du taux 0,15 pt
5 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1, dettes financières / CAF < 3
4 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1, dettes financières / CAF < 3
3 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1, dettes financières / CAF < 4 ; sinon respect majoration du taux 0.15 pt
2 140	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1, dettes financières / CAF < 3
2 500	Dettes financières conso à + 1an / Situation nette comptable < 1 ; dettes financières à +1an / CAF < 3,5 jusqu'au premier amortissement puis 3
19 636	Total des emprunts assortis de covenants

Instruments financiers et couverture de taux d'intérêt :

La société utilise des instruments financiers pour gérer et limiter l'exposition aux risques de taux qui découle de son endettement. Elle est engagée, au 31 décembre 2009, dans les opérations suivantes :

Nature	Conditions (Tipiak paye du fixe)	Date départ	Date échéance
Swap	2 571 K€ Swap Euribor 3M contre 2,91%	17 juillet 2006	15 janvier 2010
Swap	5 175 K€ Swap Euribor R 3M contre 2,86%	30 mai 2006	28 février 2010
Tunnel	SWAP Euribor 6M pré contre post, Tunnel entourant l'Euribor 6M post, montant par semestre : 6 500 K€, 7 500 K€, 11 500 K€, 12 000 K€, puis 12 500 K€ et 13 000K€. Cap : 4,30% ; Floor ; 2.56%	30 mars 2007	30 mars 2010
Swap	9 000 K€ Swap Euribor 3M contre 3,84%	30 mars 2010	30 mars 2015
Tunnel	9 000 K€ 3,7%<taux<4.29%	30 mars 2010	30 décembre 2013
Tunnel	19 000 K€ 3%<taux<3.98%	30 juin 2008	30 mars 2010
Swap	5 000 K€ Euribor 3M contre 4,02%	1 avril 2009	1 avril 2013

Note 9.- Écarts de conversion.

Les charges et produits en devises sont enregistrés à un cours mensuel de conversion. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours du 31 décembre 2009. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écarts de conversion ».

Note 10.- Charges à payer.

Libellé	2009	2008
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	79	112
Factures à recevoir des fournisseurs	200	118
Dettes sociales à payer	567	412
Dettes fiscales à payer	138	334
Total des charges à payer	984	976

Note 11.- Chiffre d'affaires.

Libellé	2009	2008
Prestations de services et produits annexes	8 527	10 318
Chiffre d'affaires net	8 527	10 318
Dont à l'exportation	56	49

La société a une activité de prestataire de services pour le compte de ses filiales.

Note 12.- Reprise des amortissements, provisions et transferts de charges.

Libellé	2009	2008
Reprise de provisions sur créances clients	0	0
Reprise de provisions pour risques	1	3
Transferts de charges	1 356	663
Dont transfert de charges de personnel	-	-
Total	1 357	666

Les transferts de charges sont principalement à destination des filiales pour 944 K€ et du poste « salaires et traitements » pour 403 K€ (reclassement de la provision pour risque liée au plan d'attribution gratuite d'actions) .

Note 13.- Autres achats et charges externes.

Les charges externes correspondent principalement aux charges de crédits-bails immobiliers, réparations, locations, honoraires et autres services externes rendus nécessaires par la gestion des actifs immobiliers (bâtiments industriels loués aux filiales) ou encourus dans le cadre de la réalisation des prestations de services rendues aux sociétés du Groupe.

Note 14. – Personnel.

14.1. Rémunérations des organes de Direction et d'administration.– Le montant des jetons de présence comptabilisé dans les comptes s'élève à 180 K€ et figure dans les « Autres charges d'exploitation ».

14.2. Charges de personnel.– Conformément aux dispositions du contrat d'intéressement signé avec le personnel, il a été comptabilisé une prime d'intéressement de 31,6 K€.

14.3. Effectifs au 31 décembre :

Statut du personnel salarié	2009	2008
Cadres	12	12
Agents de maîtrise et techniciens	12	11
Employés	16	17
Total de l'effectif	40	40
Dont contrats à durée déterminée	3	3

Note 15. – Résultat financier.

15.1. Produits financiers de participation.– Les produits de participation, d'un montant de 2 612 K€ correspondent, essentiellement, aux dividendes perçus des participations (note 1.6). Ils s'élevaient, en 2008, à 1 314 K€.

15.2. Intérêts et charges assimilées.– La rubrique « Intérêts et charges assimilées » s'analyse en intérêts sur les dettes financières à moyen terme pour 811 K€, en intérêts sur concours bancaires pour 63 K€ et en charge nette sur cession de valeur mobilière de placement pour 13 K€.

Les avances aux filiales sont rémunérées et génèrent un produit de 276 K€ (529 K€ en 2008).

15.3. Résultat de change.– Le résultat net des écarts de change (hors reprise de provisions pour écarts de change) de l'exercice s'élève à 24 K€.

15.4. Dotations et reprises financières aux amortissements et provisions.– La variation s'analyse en une reprise de provision de 328 K€ sur des valeurs mobilières de placement, principalement sur les actions propres (cf note 3).

Note 16. – Résultat exceptionnel.

La société comptabilise, en charges et produits exceptionnels, tout élément extraordinaire consécutif à des événements ou opérations distincts des activités ordinaires de l'entreprise qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Libellé	Montant
Reprises sur provisions réglementées	18
Reprises sur autres provisions	209
Autres produits exceptionnels de gestion	21
Total produits exceptionnels	248
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9
Valeurs nettes comptables des immobilisations sorties	101
Dotations aux provisions pour risques et charges	
Dotations aux amortissements dérogatoires	129
Total charges exceptionnelles	239

Note 17. – Impôts sur les bénéfices.

17.1. Régime fiscal.– Le résultat fiscal de la société Tipiak SA est calculé selon le régime de l'intégration fiscale. Entrent dans ce régime, Tipiak SA, et les filiales suivantes : Tipiak Plats Cuisinés Surgelés, Tipiak Épicerie, Tipiak Traiteur Pâtissier et Tipiak Panification.

Chaque société filiale supporte la charge d'impôt correspondant à son résultat fiscal. La société Tipiak SA comptabilise l'économie d'impôt correspondant à un éventuel déficit fiscal.

Compte tenu de la convention d'intégration fiscale, la société bénéficie sur l'exercice 2009 d'un crédit d'impôt de 122 K€ sur une de ses filiales. Elle le restituera à sa filiale dès l'atteinte d'un résultat imposable de celle-ci.

17.2. Situation fiscale latente intégrée.– Les décalages temporaires existant entre l'assiette de l'impôt sur les bénéfices et certains produits et charges comptabilisés sur l'exercice ou sur des exercices précédents, occasionneraient une diminution de la dette future d'impôts de 12 K€ au taux de 33,33%.

17.3. Ventilation de l'impôt :

Libellé	Base	Impôt sur les sociétés
Résultat Courant	5 443	- 1 929
Réintégrations fiscales	154	- 55
Déductions fiscales	- 2 840	+ 1 006
Intéressement	- 32	+ 11
Redressement fiscal 1994	-	- 280
Crédit d'impôt d'une filiale	-	122
Résultat Exceptionnel	9	- 3

Note 18.- Informations complémentaires.

18.1. Entreprises liées :

Postes	au bilan	concernant les entreprises liées
Participations brutes	31 749	31 749
Clients	2 713	2 629
Autres créances	18 453	18 215
Fournisseurs et dettes	976	195

Les « autres créances » à l'égard des entreprises liées sont essentiellement constituées des avances en comptes - courants entre la société et ses filiales.

18.2. Engagements :

- Engagements assortis de sûretés réelles données en garantie d'emprunts : Néant.
- Indemnités de départs en retraite : Les droits au 31 décembre 2009 sont estimés, après évaluation externe, pour l'ensemble des salariés, à 600 K€, charges sociales comprises. Ces indemnités n'ont pas fait l'objet de provision dans les comptes.
- Engagements donnés : La caution pour la location de bureaux s'élève à 127 K€.

Par ailleurs, la société a apporté sa caution à hauteur de 811 K€ dans le cadre d'un crédit-bail contracté par sa filiale Tipiak Traiteur-Pâtissier. Conformément au contrat, la société s'engage à garantir le paiement des loyers par le nantissement des éléments incorporels résultant de ce contrat.

18.3. Convention de trésorerie :

La société est liée par une convention de trésorerie avec ses filiales; cette convention détermine le rôle centralisateur joué par la société Tipiak SA dans la gestion des financements.



KPMG Audit
15, rue du Professeur Jean Pecker
C.S. 14217
35042 Rennes Cedex
France

Atlantique Révision Conseil

52, rue Jacques Yves Cousteau
BP 743
85018 La Roche-sur-Yon Cedex

Tipiak S.A.

Siège social : D2A - Nantes Atlantique - 44680 Saint-Aignan-de-Grand-Lieu
Capital social : € 2 741 940

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Tipiak S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La note 1.3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux participations et aux autres titres de créances immobilisées.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs de capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les commissaires aux comptes

Rennes, le 30 avril 2010

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Vincent Broyé
Associé

La Roche-sur-Yon, le 30 avril 2010

Atlantique Révision Conseil



Jacques Delpech
Associé